

Pas question de rouvrir l'entente



JOCELYNE RICHER
LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — L'impasse persiste entre le gouvernement et les étudiants, alors que Québec refuse de rouvrir l'entente de principe signée samedi et aussitôt reniée par les leaders étudiants en colère.

Tout au plus y apportera-t-on, au besoin, quelques précisions, a indiqué la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, hier.

La volte-face des leaders étudiants, qui avaient signé l'entente de principe samedi au terme d'un blitz de négociations de 22 heures, a trouvé écho chez les cégépiens et universitaires réunis en assemblées générales en vue d'exercer leur droit de vote.

Massivement, la vingtaine d'associations étudiantes ayant voté jusqu'à maintenant a rejeté le document sans nuances. Les votes se poursuivent toute la semaine.

Hier, c'était au tour de plusieurs associations étudiantes de divers départements de l'Université de Montréal, de l'Université Laval, de l'UQAM et de l'Université de Sherbrooke.

Au collège Montmorency, la grève générale illimitée a été reconduite en fin d'après-midi. La proposition adoptée précise qu'il n'y aura pas d'autre assemblée générale tant que le

gouvernement ne conclura pas une nouvelle entente avec les trois regroupements étudiants.

Lundi, une dizaine d'associations étudiantes universitaires et collégiales avait rejeté l'entente. Jusqu'ici, seul le collège de Gaspé l'a entérinée.

Malgré ce désaveu, la ministre Beauchamp n'a pas paru ébranlée, hier, par la perspective d'un rejet de l'accord par les étudiants, même si l'entente de samedi semblait représenter une ultime bouée de sauvetage en vue d'éviter que la session en cours ne soit annulée.

Aussi, même si certains leaders se sont sentis floués, il n'est pas question de rouvrir l'entente de principe.

« C'est différent de demander des précisions, puis dire qu'il faudrait la renégocier », a commenté Mme Beauchamp, hier, après avoir noté que les deux parties avaient passé « 22 heures à débattre d'enjeux de fond » de vendredi à samedi, lors du blitz de discussions.

« De bonne foi, les étudiants ont signé cette entente de principe, en disant qu'ils allaient la soumettre à leurs membres », a-t-elle ajouté, en disant qu'il fallait en expliquer la portée.

La présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne, a renchéri pour dire que cette « entente correspond à la teneur de nos discussions ».

Mais les leaders étudiants ne partagent pas ce point de vue. Selon le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, il existe des différences entre le contenu des discussions et le libellé de l'entente, quant à l'impact réel sur le fardeau financier des étudiants.

Rien n'indique non plus que les leaders étudiants pourraient être convoqués à nouveau pour tenter, une fois de plus, de dénouer l'impasse qui dure depuis trois mois autour de la hausse projetée des droits de scolarité de 1778 \$ en sept ans.

Chez les leaders étudiants, on regarde désormais avec suspicion le futur conseil provisoire des universités, inclus dans l'entente, qui doit examiner les économies possibles à réaliser par les universités au profit des étudiants.

Retour en classe

Interrogé en Chambre, le premier ministre Jean Charest a demandé une fois de plus aux étudiants de retourner en classe, parce que « ce débat a trop duré ». Il a dit qu'il ferait « tous les efforts » pour « maintenir le dialogue » avec les leaders étudiants, sans donner de précisions.

La chef de l'opposition officielle, Pauline Marois, a lancé un appel au premier ministre Charest, soucieuse de voir le gouvernement « continuer à dialoguer avec les étudiants pour qu'ils ne perdent pas leur session ». Mme Marois avait convoqué les médias pour faire une « déclaration », refusant toute question des journalistes.

Mais selon le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), François Legault, l'heure n'est plus au dialogue. Le gouvernement doit maintenant « prendre tous les moyens nécessaires » pour que les étudiants retournent en classe lundi prochain.

Selon lui, malgré les injonctions non respectées dans le passé, le processus de retour sur les bancs d'école « peut être fait de façon sécuritaire ».

Malgré le rejet massif par les étudiants de l'accord conclu samedi, la ministre Line Beauchamp n'a pas paru ébranlée, hier, même si cette entente semblait représenter une ultime bouée de sauvetage en vue d'éviter que la session en cours ne soit annulée.

SOUFFREZ-VOUS DE MALADIE PULMONAIRE?

L'essoufflement, la toux, l'augmentation des sécrétions sont tous des symptômes de la maladie pulmonaire obstructive chronique.

Q&T Recherche participe à un projet clinique pour un médicament en investigation sur la maladie pulmonaire obstructive chronique.

Vous pourriez être éligible si :
vous avez plus de 40 ans
et que vous fumez ou avez fumé.

Les dépenses encourues pour votre participation vous seront remboursées. Vous pourriez profiter d'une supervision médicale personnalisée en collaboration avec votre médecin de famille.

Ce projet s'effectue sous la supervision médicale du Dr Jean-Sébastien Gauthier

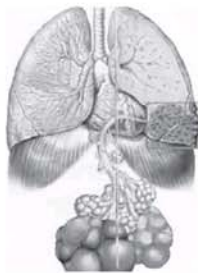
Pour plus d'information veuillez contacter
Hélène Garceau infirmière.



Q&T La Santé,
RECHERCHE notre raison d'être

VISITEZ NOTRE SITE INTERNET ET INSCRIVEZ-VOUS EN LIGNE

www.qtrecherche.com 819 562-0777



2002019

ÊTES-VOUS DÉPRIMÉ?

Perte de concentration
Insomnie

Manque d'intérêt
Sentiment de culpabilité

Anxiété

Tristesse

Perte d'énergie

Q&T Recherche participe à une étude de recherche clinique portant sur un médicament expérimental. Vous pouvez être admissible à participer à cette étude si vous êtes âgés de 18 à 65 ans. La participation à l'étude n'exige pas nécessairement que vous soyez sous traitement antidépresseur.

Ce projet est mené sous la supervision médicale du Dr Raymond Matte.



Q&T La Santé,
RECHERCHE notre raison d'être

VISITEZ NOTRE SITE INTERNET ET INSCRIVEZ-VOUS EN LIGNE

www.qtrecherche.com 819 562-0777

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à
Mme Andrée Lafontaine, infirmière.

Correction

Contrairement à ce qui a été écrit dans un article paru en page 13 de notre édition d'hier, les trois hommes accusés relativement à l'émeute survenue vendredi à Victoriaville, Laurent Robichon-Leclerc, Sylvain Lamothe et Julien De Bellefeuille, n'ont pas d'antécédent judiciaire.

AVIS DE CORRECTION WALMART

Cahier publicitaire distribué entre le 8 et le 10 mai 2012 et en vigueur du 9 au 15 mai 2012. Page 3: Le chasseur-moustiques Clip-On de OFF1 (no 30295379) à 8,97 \$, a été annoncé par erreur et n'est pas offert dans les succursales Walmart du Québec.

Nous sommes désolés pour cet inconvénient. 20120410

SELON PIERRE REID

Les leaders étudiants ont «échappé le ballon»

ALEXANDRE ROBILLARD
LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — L'ancien ministre de l'Éducation Pierre Reid a déclaré hier que les dirigeants étudiants ont «échappé le ballon» et manqué de crédibilité.

M. Reid a affirmé que, pour cette raison, le gouvernement est dans une situation difficile.

Selon M. Reid, un ancien recteur de l'Université de Sherbrooke, les leaders étudiants ont conclu une entente, mais les membres de leurs associations ne les suivent pas.

possibles.

Le ministre délégué aux Finances, Alain Paquet, a quant à lui laissé la porte ouverte, hier, à d'autres négociations avec les étudiants.

Aussant veut une commission

Par ailleurs, le chef d'Option nationale, Jean-Martin Aussant, a plaidé hier pour la tenue d'une commission parlementaire spéciale afin de résoudre le conflit étudiant.

Devant le rejet massif de l'entente de principe conclue

samedi entre le gouvernement et les associations étudiantes, la formation souverainiste propose de réunir à nouveau les acteurs de la crise, cette fois autour d'une même table à l'Assemblée nationale.

Selon M. Aussant, ce forum permettrait de tenir un «débat de société» sur l'avenir de l'enseignement supérieur au Québec. Tous les scénarios y seraient soupesés, de la gratuité scolaire au gel des frais en passant par l'indexation des droits au coût de la vie.

Pour le chef d'Option nationale, la hausse de 1778 \$ sur sept ans que veut imposer le gouvernement aux étudiants

québécois ne repose sur aucune étude formelle et n'est motivée que par une idéologie néolibérale.



Pierre Reid

Il n'a pas voulu dire à quels leaders il faisait référence.

Dans un point de presse précédant une réunion des députés libéraux, M. Reid a soutenu que l'entente conclue avec les étudiants est claire.

Le député d'Orford a expliqué que la recherche d'économies qui pourraient faire baisser la facture des étudiants sera la responsabilité de tous les membres d'un comité qui, selon les termes de l'entente, doit être institué.

Mais M. Reid n'a pas mâché ses mots quant aux réactions mitigées des leaders étudiants au cours des dernières heures.

«Moi je pense que les dirigeants étudiants ont échappé le ballon, honnêtement, et que les étudiants, la base étudiante, elle est à mon avis noyauté par des gens qui ne prennent pas leurs études très au sérieux, a-t-il laissé tomber. Je pense que c'est ça le fond du problème.

«Et c'est pas facile d'être un gouvernement quand on a en face de soi des intervenants qui ne sont pas crédibles.»

Dimanche, le premier ministre Jean Charest avait affirmé qu'il était curieux de savoir comment les représentants étudiants, qui siègeront à ce comité, en arriveraient à trouver des économies.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a réclamé lundi des précisions à l'entente, intervenue en fin de semaine après un blitz de près de 24 heures de négociations ininterrompues.

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, s'est notamment plainte des propos de M. Charest qui, selon elle, laisse entendre que les étudiants auront le fardeau de prouver que des économies sont

Auberge Canine Goldylock
HÉBERGEMENT POUR ANIMAUX DE COMPAGNIE

Offrez-lui des vacances dans un merveilleux site champêtre!

- Enclos individuels
- Air climatisé
- Occupation simple ou double
- Aires de jeux extérieures
- Sortie 4 à 5 fois par jour, seul ou en groupe

OUVERT 7 JOURS - 8 H À 11 H ET 15 H À 17 H

300, chemin de la Rivière (À mi-chemin entre Bromptonville et Windsor) 819 845-2152 (À seulement 20 minutes de Sherbrooke)

Préparez vos pieds pour l'été!

DR PATRICE ROY • DR PHILIPPE DESCHESNES • DRE ANIK CHAUVETTE
PODIATRES

ORDRE DES PODIATRES DU QUÉBEC
Mes pieds. Ma santé. Mon podiatre.

- EXAMEN BIOMÉCANIQUE ENFANTS, ADOLESCENTS ET ADULTES
- ORTHÈSES PLANTAIRES SUR MESURE
- CORS ET CALLOSITÉS
- OIGNONS ET ORTEILS MARTEAUX
- ONGLES INCARNÉS
- PIEDS DES SPORTIFS
- VERRUES PLANTAIRES
- ÉPINE DE LENOIR
- PIED DIABÉTIQUE

CLINIQUE PODIATRIQUE DE L'ESTRIE
1135, boul. Jacques-Cartier Nord, Sherbrooke
819 820-1157

sports experts
Carrefour de l'Estrie

GRAND SOLDE jusqu'au 13 mai

<p>O'NEILL Moran Chemise pour homme Couleurs variées Notre prix rég. 49⁹⁹</p> <p>Rabais 24⁹⁹</p> <p>Rabais 50%</p>	<p>LOLÉ Life 2 T-shirt Gris ou blanc Notre prix rég. 49⁹⁹</p> <p>Rabais 40%</p> <p>29⁹⁹</p>
<p>K2 Alexis Patins à roues alignées pour femme Notre prix rég. 219⁹⁹</p> <p>Rabais 129⁹⁹</p> <p>Rabais 90%</p>	<p>MERRELL Freesia Sandales pour femme Notre prix rég. 99⁹⁹</p> <p>Rabais 59⁹⁹</p> <p>Rabais 40%</p>
<p>adidas ADIDAS Liquid RS Chaussures de jogging pour homme Notre prix rég. 169⁹⁹</p> <p>Rabais 64⁹⁹</p> <p>Rabais 40%</p>	<p>ORAGE Anita Impermeable pour femme Noir ou gris Notre prix rég. 139⁹⁹</p> <p>Rabais 69⁹⁹</p> <p>Rabais 50%</p>
<p>RALEIGH Elite SE Vélo hybride pour homme ou femme Notre prix rég. 499⁹⁹</p> <p>Rabais 299⁹⁹</p> <p>Rabais 200⁰⁰</p>	

UN SEUL ENDROIT!

sports experts
Carrefour de l'Estrie 819 346-5286

Sherbrooke mercredi 9 mai 2012 - La Tribune 7

8

ACTUALITÉS

MANIFESTATIONS ÉTUDIANTES À VICTORIANVILLE

30 000 \$ de frais pour les citoyens

YANICK POISSON
ypoison@latribune.qc.ca

VICTORIANVILLE — Le maire de Victoriaville, Alain Rayes, a évalué à près de 30 000 \$ la facture qui sera refilée à ses contribuables en marge du dernier congrès du Parti libéral du Québec et des manifestations étudiantes qui l'ont accompagné.

La Municipalité a versé environ 20 000 \$ à son Service de sécurité incendie afin qu'il effectue une ronde de prévention auprès des résidents et des commerçants

du centre-ville. On a notamment demandé de rentrer à l'intérieur les bacs à ordures ou tout autre objet pouvant servir de projectiles pour des manifestants belliqueux.

Des pompiers ont également été appelés à demeurer sur le qui-vive lors des manifestations du vendredi et du samedi au cas où des manifestants auraient décidé de mettre le feu à un bâtiment.

Le politicien a aussi confirmé qu'on a dû verser 7000 \$ en heures supplémentaires aux employés du service de la voirie pour

l'installation des clôtures de sécurité aux abords du centre des congrès le Victorin et pour faire le ménage des terrains appartenant à la Municipalité au terme de l'événement.

M. Rayes a affirmé qu'il n'était pas question de demander au gouvernement de payer pour la facture, même s'il est directement responsable des coûts engendrés par l'activité.

Selon le maire, Victoriaville n'a pas été la seule à payer pour la venue des libéraux à Victoriaville. Le supermarché Maxi a enregistré un manque à gagner de 80 000 \$, Honda



ARCHIVES LE SOLEIL

Les contribuables de Victoriaville devront payer la facture engendrée par les manifestations étudiantes survenues en marge du congrès du Parti libéral du Québec.

des Bois-Francis et Créations Parent ont été forcées de fermer leurs portes tout le week-end, alors que la quincaillerie Canac et le restaurant Pacini ont dû réduire leurs heures d'ouverture.

Par solidarité, la Chambre de commerce et d'industries des Bois-Francis et de l'Erable a d'ailleurs tenu un déjeuner-causerie, hier matin, dans le restaurant voisin du Victorin.

Du positif ?

Alain Rayes a réitéré qu'il n'a jamais souhaité la présence du congrès libéral dans sa ville et il souhaite ne pas revoir le groupe de Jean Charest d'ici à ce qu'il ait régularisé la situation avec les étudiants.

Il estime toutefois que tout n'a pas été que négatif.

Jamais auparavant on a autant parlé de Victoriaville dans les médias nationaux et il semble que la couverture journalistique ait somme toute tourné en faveur du berceau du développement durable.

Si certaines entreprises ont payé le prix de la fermeture pour faire place aux manifestations, d'autres commerces ont fonctionné à plein régime. C'est évidemment le cas du Victorin qui a reçu les congressistes, de l'hôtel voisin, le Quality Inn, et d'autres entreprises de restauration et d'hébergement du territoire.

« On s'en sort bien malgré tout. Il y a des entreprises qui ont obtenu de belles retombées économiques, mais on ne tient pas à ravoir un événement comme celui-là bientôt », a conclu le maire.

ECONO SPORTS

5 jours seulement

NOUS PAYONS
LES
TAXES

sur tout en magasin

**Chaussures - Vêtements - Soccer - Raquettes
- Patins roues alignées - Golf - Vélos**

Même sur les produits en rabais

ECONO SPORTS

econosportsherbrooke.com

1495, rue King Ouest, Sherbrooke 819 346-4050



2902481

8 La Tribune - Sherbrooke mercredi 9 mai 2012

214, rue Queen, Sherbrooke (Lennoxville)
Titulaire d'un permis du Québec et intermédiaire en transport.

VOYAGES LENNOXVILLE

Division autocars 819 346-7500

NOUVELLE ADRESSE DÈS LE 31 MAI !

Faites-vous plaisir!

BOSTON (centre-ville ou banlieue) 19 au 21 mai ou 1er au 3 sept.	GASPÉSIE (13 repas) 23 au 27 juin
DÉCOUVERTES RHODODENDRONS (avec conférences) 9 juin	CIRQUE DU SOLEIL MICHAEL JACKSON le 7 juillet ou AMALUNA le 15 juillet
CASINO DE CHARLEVOIX Formule un jour (2 repas) 17 juin ou 30 sept.	TRAIN DE CHARLEVOIX Formule un jour (2 repas) 25 juillet Formule 2 jours (4 repas) 2 au 3 octobre
UN AIR DE PORTUGAL (1 repas, 2 spectacles et visites) 30 juin	SAGUENAY, FABULEUSE ET CHARLEVOIX (8 repas, une journée de croisière et spectacle) 2 au 5 août
JARDINS, VIN ET LAVANDE (1 repas) 14 juillet	NEW YORK Coucher secteur Times Square à Manhattan 6 au 8 octobre
PHILADELPHIE ET LE PAYS DES AMISH 2 au 5 août (4 repas)	DÉTROIT ET CHICAGO AU PAYS D'HENRY FORD À AL CAPONE 13 au 15 octobre
ILES-DE-LA-MADELEINE (Autocar/avion) visites, 16 repas, 2 spectacles 13 au 18 août	Information : guylaine@voyageslennoxville.com
VAN GOGH EN OUTAOUAIS (Imax et musée) 16 juin	

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com US: Can. 1.877.880.4040 Intern. 800.636.6364
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

ENTENTE AVEC LE GOUVERNEMENT

L'AGEFLESH dit non

CHLOÉ COTNOIR

ccotnoir@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — L'offre négociée par le gouvernement dans les derniers jours est loin de réjouir les membres de l'association générale des étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines (AGEFLESH) de l'Université de Sherbrooke qui ont voté son rejet à 92 pour cent hier. Ils étaient environ 500 à s'être déplacés en assemblée afin de faire entendre leur mécontentement.

« Le fond de l'entente n'est pas mauvais, mais il est nécessaire de clarifier certains points. Le gouvernement rit encore des étudiants avec cette proposition. Si elle est modifiée selon les demandes des associations étudiantes, je serais prêt à revoir ma position », soutient Samuel Jacob, un étudiant en politique rencontré à la sortie de l'assemblée. Il n'était pas question de la reconduction de la grève lors de cette assemblée. La situation reste donc la même pour la faculté, c'est-à-dire une grève générale illimitée avec convocation d'une assemblée dans les trois jours ouvrables après une prochaine offre du gouvernement ou le déclenchement d'élections.

L'Association des étudiants de maîtrise et de doctorat en histoire de l'Université de Sherbrooke (AEMDHUS) a également rejeté l'entente de principe proposée par le gouvernement lors de son assemblée générale de lundi.

Les cours d'été annulés

La direction du département des lettres et communication a pris la décision d'annuler 33 cours qui auraient dû prendre place cet été. Ces cours étaient offerts aux membres de l'AGEFLESH. André Marquis, directeur du programme, souligne que cette difficile décision a été prise pour différents motifs.

Tout d'abord, les conditions pédagogiques nécessaires à la tenue d'un cours, notamment la sécurité des enseignants, n'étaient pas respectées. De plus, les cours d'été étant des cours donnés en accéléré, c'est-à-dire au rythme de deux cours par semaine, il était impossible de les reprendre dans un laps de temps raisonnable. Le statut de régime coopératif caractérisant les programmes de l'UdeS est également un facteur important dans la prise de cette décision puisque les élèves doivent étudier à temps plein afin de pouvoir se rendre



ARCHIVES LA TRIBUNE, IMACOM JOCELYN RIEUNDEAU

Jour après jour, les manifestations étudiantes continuent de se mettre en branle afin de démontrer le mécontentement des étudiants face aux offres du gouvernement.

en stage. Finalement, une des raisons les plus importantes est le respect de la démocratie et des décisions prises en assemblée générale.

« Nous n'avons pas pris cette décision afin d'en faire une menace, au contraire. Je tiens énormément à respecter la démocratie et je considère qu'il est essentiel de ne pas rajouter d'huile sur le feu. Oui, nous avons annulé des cours,

toutefois, nous avons suggéré des solutions aux étudiants. Celles-ci permettent de respecter leur décision de ne pas se présenter en classe, sans pour autant perdre leur été », tient à préciser M. Marquis.

Effectivement, certaines possibilités s'offrent dorénavant aux membres de l'association afin d'obtenir le nombre de crédits qui était prévu à leur horaire cet été malgré

l'annulation des cours. Les étudiants ont la possibilité de suivre des cours à distance dans différentes universités, telles que la TELUQ ou l'UQTR, qui offrent des programmes similaires. Il est également possible de prendre des cours à la faculté d'administration. Grâce à des ententes prises entre les différentes directions, les étudiants qui le désirent pourront commencer très bientôt.

La Touche
DAGENAIS

..tout simplement Unique!





20% de rabais

supplémentaire sur le mobilier de salon*

*Applicable sur prix déjà réduits. Ne peut être jumelée à aucune autre promotion.

Brossard
8505, boul. Taschereau
(450) 678-0088

Bromont
117, boul. Bromont
(450) 634-4877

Laval
1965, aut. des Laurentides
(450) 686-9888

mobilierphilippedagenais.com

f b

d PHILIPPE DAGENAIS

MOBILIER | DÉCORATION | CONSEILS

Sherbrooke mercredi 9 mai 2012 - La Tribune 9



**DENIS
DUFRESNE**
ÉDITORIAL

denis.dufresne@latribune.qc.ca

Cul-de-sac

C'est le pire scénario que l'on pouvait imaginer : après 12 semaines de grève étudiante et un marathon de négociations qui devait permettre une sortie de crise, voilà que les associations étudiantes rejettent pratiquement une à une l'entente de principe avec le gouvernement.

Si le gouvernement Charest a gagné la bataille de l'opinion publique en maintenant une attitude ferme sur la hausse des frais de scolarité à l'université, depuis l'hiver dernier, il a été très malhabile dans la gestion de cette crise.

Il a aussi adopté une attitude provocatrice à la suite de la négociation de la dernière chance, le week-end dernier, en laissant entendre qu'il n'avait pratiquement rien cédé aux étudiants et que les économies escomptées dans la gestion des universités étaient bien théoriques.

Résultat : les étudiants comprennent mal l'accord et ont l'impression de s'être fait avoir.

Même si la majorité des étudiants des cégeps et des universités du Québec ne font pas la grève, le fait que des dizaines de milliers d'entre eux se prononcent pour la poursuite du boycottage des cours est aberrant, alors que la Fédération des cégeps prévient que des sessions sont en péril dans plusieurs établissements.

Devant un tel gâchis, il est beaucoup trop facile de ne blâmer que les étudiants et leurs associations, qui n'ont cessé de réclamer un moratoire sur la hausse des droits de scolarité.

Leur entêtement a certes nui à un règlement rapide de la crise, mais le gouvernement a trop tardé à ouvrir un véritable dialogue et à démontrer ne serait-ce qu'un peu de souplesse.

Hier, à l'Assemblée nationale, le premier ministre Jean Charest s'est dit prêt à tout faire pour maintenir le dialogue avec les étudiants et à mieux expliquer l'entente de principe. Fort bien.

Mais, sur le terrain, la situation continue de se détériorer : depuis lundi près d'une vingtaine d'associations étudiantes en grève ont rejeté l'accord en assemblée générale.

Un tel scénario ne peut plus durer et les étudiants

doivent retourner en classe. L'Etat, faut-il le rappeler, a la responsabilité d'assurer la paix sociale.

Il doit impérativement trouver une nouvelle façon de dénouer la crise, quitte à convoquer à nouveau les leaders étudiants, les syndicats et les recteurs des universités.

Le droit de manifester

Le gouvernement Charest doit aussi faire la lumière sur le comportement des forces de l'ordre lors des manifestations étudiantes, qui ont fait des dizaines de blessés au cours des dernières semaines.

Amnistie internationale (AI), la Ligue des droits et libertés du Québec et l'Association canadienne des libertés civiles se disent extrêmement préoccupées par ce qu'elles considèrent comme des atteintes au droit de manifester pacifiquement. Avec raison.

Al vient d'ailleurs d'écrire au ministre de la Sécurité publique, Jacques Dutil, pour lui rappeler ses obligations.

Certes, la présence de casseurs lors des manifestations étudiantes est inadmissible et complique le travail des forces de l'ordre.

Toutefois, de nombreux témoignages et vidéos diffusés sur YouTube soulèvent des doutes sérieux sur l'attitude des policiers à l'égard de simples manifestants.

Le bureau d'AI à Montréal est inondé quotidiennement d'appels téléphoniques de citoyens qui soutiennent ne pas avoir entendu les avertissements de policiers à l'effet que ceux-ci allaient charger, que l'on ne leur a pas laissé la possibilité de quitter les lieux des affrontements ou qu'ils ont été victimes de brutalité policière.

Les voies de fait contre les policiers et les actes de vandalisme perpétrés par certains individus sont inacceptables et doivent être réprimés.

Mais, en démocratie, les citoyens ont le droit de manifester pacifiquement dans les lieux publics.

Il appartient certes aux forces policières d'utiliser les moyens appropriés pour neutraliser les fauteurs de troubles, mais elles ont aussi la responsabilité de distinguer les casseurs des manifestants pacifiques et de protéger ces derniers.

LES ÉTUDIANTS DISENT AVOIR ÉTÉ ROULÉS DANS LA FARINE



hervephilippe@videotron.ca

Droits réservés

TRIBUNE LIBRE

Lettre à ma petite-fille

Bonjour Mona,

Dans ton école secondaire, tu as participé à des rencontres de discussion, écouté les arguments de chacun pour ou contre, pris part au scrutin secret et décidé librement comme la majorité de ton groupe de faire quelques journées de grève pour contester la hausse des frais de scolarité universitaire.

Fin des années 50, quand je poursuivais mes études à l'université, les frais de scolarité atteignaient plus de 500 \$, une somme énorme pour l'époque. J'ai participé à une grève étudiante en 1958 pour revendiquer un meilleur accès à l'université, mais à l'époque comme aujourd'hui, nous nous butions à un premier ministre qui ne voulait rien savoir. Pour se sortir de l'impasse, nous avons délégué trois des nôtres qui, pendant trois mois, se présentèrent poliment chaque matin devant les bureaux de Duplessis jusqu'à la fin du semestre. Nous avons ainsi réussi à geler les frais de scolarité pour plusieurs années.

A la suite du rapport Parent, nous avons bouleversé le monde de l'éducation. Nous avons groupé les élèves dans des polyvalentes, nous avons créé plus de 70 collèges et cégeps, institutions uniques au Québec, et nous avons plus que doublé le nombre de nos universités.

Nous avons aussi nationalisé l'électricité pour en faire un joyau, Hydro-Québec. Nous nous sommes dotés de fonds de pension et avons groupé nos avoirs dans la Caisse de dépôts et placements du Québec. Nous avons développé le système de santé, l'assurance maladie et l'assurance automobile. Tout ne va pas à son meilleur, mais nous avons fait notre possible.

Aujourd'hui, les jeunes comme toi s'inscrivent dans la ligne de pensée de Mgr Parent qui demandait en 1960 que les études soient gratuites non seulement dans les cégeps, mais aussi à l'université. Ce n'est donc pas révolutionnaire ni anarchique de demander la gratuité scolaire à tous les échelons.

Nous vivons des instants historiques puisque 75 % des étudiants, soit 300 000 jeunes, se sont déjà prononcés

contre l'augmentation des frais de scolarité. Tous ces jeunes, chacun dans son institution, a participé aux discussions d'une façon démocratique. Librement et en secret, ils ont décidé en majorité de descendre dans la rue depuis le 13 février, soit pendant 12 semaines, et ils se sont comportés d'une façon exemplaire. Cette démarche a fait de vous des personnes plus éclairées, plus politisées.

A vous maintenant de continuer pour faire du Québec une terre où chacun se préoccupe de l'environnement, secteur que nous avons négligé. Vous voulez que nos impôts soient mieux gérés et vous êtes même prêts à suggérer des façons de mieux les distribuer. Comme nous fonctionnons encore avec des lois désuètes concernant nos ressources naturelles, nous comptons sur vous pour mieux les rentabiliser.

Bravo, Mona, de poursuivre ma revendication des années 60. Ton grand-père est fier de toi.

Jean-Marie Cliche
Sherbrooke

16 La Tribune - Sherbrooke mercredi 9 mai 2012

La Tribune

UNE ENQUÊTE

DES VOIX S'ÉLÈVENT POUR EXAMINER L'INTERVENTION POLICIÈRE LORS DE L'ÉMEUTE DE VICTORIANVILLE PAGE 5

ARCHIVES, LA PRESSE



UN CHANTIER DE 31 M\$ AU CHUS-FLEURIMONT

Le CHUS-Fleurimont sera le théâtre d'un vaste chantier de 31 millions \$ à compter de juillet. Le Centre de recherche clinique Étienne-Le Bel doublera de superficie grâce à la construction d'un nouveau bâtiment adjacent. Attendu depuis au moins sept ans, le projet devrait être complété à l'été 2014. Déjà plus de 250 personnes travaillent à ce centre de recherche.

PAGE 3



Réseau de clonage de cartes bancaires démantelé

JUSQU'À 100 M\$ VOLÉS

PAGE 4

SAIL EXP
Importations Italiennes en EXCLUSIVITÉ
Boutique *Rejan Mode*
134, rue Wellington Nord
www.rejanmode.com

Bonne fête Maman!

8" x 10" et 8" x 12" à seulement **0.99\$***

33% sur tous les cadres en magasin

maximun de 3 impressions par client par jour
* En vigueur du 10 au 17 mai 2012.

ZONE IMAGE ESTRIE
TOTALEMENT PHOTO
ZONEIMAGEESTRIE.COM

GoPro 299\$
Tous les ensembles HD Hero2

1306, rue King Ouest
Sherbrooke QC J1J 2B6
Tél. : 819.565.0000

ÉMEUTE À VICTORIANVILLE

Des voix réclament une enquête

JOCELYNE RICHER
LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Deux partis d'opposition, Québec solidaire et le Parti québécois, ont réclamé hier la tenue d'une enquête indépendante sur l'émeute survenue vendredi dernier à Victoriaville, en marge du conseil général du Parti libéral du Québec (PLQ).

Le travail des policiers de la Sûreté du Québec (SQ) est mis en cause.

En point de presse, le député de Mercier, Amir Khadir, a tenu pour acquis que les blessures infligées à trois manifestants lors de l'émeute avaient été causées par des projectiles lancés par des policiers de la SQ.

Sans en avoir fait la démonstration, il a dit avoir acquis la certitude que les blessures n'avaient pas été causées par les nombreux projectiles lancés par des casseurs vendredi.

Selon le député de Québec solidaire seule une enquête indépendante et civile pourra faire toute la lumière sur l'émeute, qui s'est conclue par plus d'une centaine d'arrestations et des blessures à neuf personnes, dont trois policiers.

Un jeune homme a perdu

l'usage d'un œil, après avoir reçu un projectile.

M. Khadir a dénoncé les méthodes employées par la Sûreté du Québec durant l'événement, s'en prenant particulièrement au recours aux balles de plastique ou de caoutchouc (des bâtons cinétiques, dans le jargon policier) qui, selon lui, peuvent causer la mort.

La SQ nie toutefois cette allégation et mène une enquête interne sur les événements survenus à Victoriaville, au cours desquels une trentaine de ces bâtons ont été utilisés en vue de contrôler les manifestants.

Plus posé, le député péquiste de Chambly, Bertrand St-Arnaud, s'est dit préoccupé lui aussi par la violence de la manifestation et il a invité le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, à faire appel à des «sages» qui viendraient enquêter sur le travail des policiers à cette occasion.

Le ministre Dutil a rappelé qu'il existait un Commissaire à la déontologie policière pour effectuer ce genre d'enquêtes et analyser ce type de plaintes.

«Nous avons là des personnes sages qui reçoivent chaque année, sur les cinq millions d'interventions policières par



Le député de Mercier, Amir Khadir, estime que seule une enquête indépendante et civile pourra faire toute la lumière sur l'émeute, qui s'est conclue par plus d'une centaine d'arrestations et des blessures à neuf personnes, dont trois policiers.

année, 2000 plaintes et qui les traitent», a dit M. Dutil, en décrivant l'émeute de Victoriaville comme «une des manifestations les plus violentes que nous ayons connues au Québec depuis longtemps».

Le point de vue de manifestants

La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, qui organisait la manifestation en marge du conseil général du Parti libéral à

Victoriaville, réclame elle aussi une enquête publique.

Sophie Desbiens, une infirmière qui se trouvait sur place au sein d'une équipe médicale, a rapporté hier, lors d'une conférence de presse à Montréal, que les policiers ont tardé à permettre aux véhicules d'urgence d'accéder au site.

Elle a dit souhaiter que le déclenchement d'une enquête permette des modifications aux procédures d'interventions policières et ambulancières lors de débordements du genre.

Sa collègue Karoline Demers, aussi membre de l'équipe de secouristes, a dit avoir rapporté environ 400 blessures allant de légères à graves.

Ces infirmières ont soutenu que le matériel médical était insuffisant et que rapidement les gaz lacrymogènes ont incommodé des enfants, leurs parents, des citoyens et des personnes âgées qui se trouvaient sur les lieux.

Johanne Nasstrom, de la Coalition des tables régionales d'organismes communautaires, a dit que les gaz ont rendu l'évacuation des lieux difficile puisque les manifestants ont rapidement été incommodés avec des brûlures aux yeux.

Préciser, oui; renégocier, non Beauchamp ouvre la porte au dialogue

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — La ministre de l'Éducation, Lise Beauchamp, est prête à apporter une « précision » à l'entente de principe conclue samedi pour que la question des droits de scolarité puisse être « abordée » au conseil provisoire des universités. Mais elle rejette les principales demandes de modification des associations étudiantes.

Mme Beauchamp n'entend pas tenir une nouvelle rencontre pour dénouer le conflit. « Honnêtement, le temps compte. On est plus en mode contact téléphonique » avec les associations étudiantes, a affirmé la ministre à l'entrée d'une réunion des

députés libéraux, hier.

Elle se dit « très ouverte à apporter des précisions » à l'entente de principe qui, depuis lundi, est massivement rejetée par les étudiants en grève. Elle veut « mener des discussions » sur le sujet.

« Je cherche vraiment ce qui peut être utile dans le débat. Et je veux qu'on se réentende sur le fait qu'il faut qu'on soit en mode sortie de crise. Ça, ça signifie qu'on ne peut pas régler tous les enjeux. On ne peut pas revenir sur des débats concernant la gratuité scolaire ou le gel des droits de scolarité », a-t-elle expliqué.

Elle n'a évoqué qu'une seule éventuelle « précision ». « Est-ce que la question des droits de

scolarité est un enjeu à aborder autour d'une table qui s'appelle le conseil des universités? La réponse est oui. On a toujours dit qu'on veut créer un espace de discussion », a-t-elle précisé.

Elle a toutefois prévenu qu'on ne se mettra pas à tout renégocier. Ainsi, elle refuse de modifier l'entente pour faire en sorte que les économies éventuelles dans la gestion des universités puissent également faire diminuer les droits de scolarité, et non seulement les frais afférents. « Le principe était clair autour de la table que les économies potentielles [...] sont applicables aux frais institutionnels obligatoires », a-t-elle dit. (La Presse)

Autre vote, même résultat

CHLOÉ COTNOIR

ccotnoir@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Les jours se suivent et se ressemblent. Hier, c'était au tour des membres de l'Association générale des étudiantes et étudiants de la faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke (AGEEFUS) de refuser l'offre du gouvernement. Le vote s'est effectué à main levée. La majorité étant clairement visible, le comptage n'a pas été demandé.

Le Regroupement des étudiants-chercheurs en sciences de l'Université de Sherbrooke (RECSUS) s'est également prononcé dans une forte majorité contre l'offre mise sur la table le 5 mai. Lors d'une assemblée générale, les membres ont refusé à 87% l'entente de principe soumise par le

gouvernement Charest.

Par ailleurs, les étudiants en grève des cycles supérieurs de l'UdeS organisent une manifestation familiale ce samedi 12 mai. Il s'agit d'une marche qui commencera à 12 h 45 devant l'hôtel de ville de Sherbrooke et qui se terminera au Marché de la Gare, où il y aura des activités éducatives pour tous les âges, telles que la lecture de poèmes et de textes engagés ou des présentations des différents domaines d'études.

La manifestation s'insère dans le cadre des moyens de pression pour bloquer la hausse des droits de scolarité. Chacune des associations étudiantes des cycles supérieurs en grève a rejeté la dernière offre gouvernementale et demande à la ministre Beauchamp de revenir à la table de négociations.

On a la peinture que vous cherchez

de **les peintures**
Armond inc.

819 569-7095
800, rue du Conseil, Sherbrooke

Sherbrooke jeudi 10 mai 2012 - La Tribune 5

La mascarade



**LUC
LAROCHELLE**
PERSPECTIVES

luc.larochelle@latribune.qc.ca

Si à la lecture de ce texte vous prend l'envie de m'envoyer au bûcher avec une lettre d'opinion incendiaire, donnez-vous la peine de la signer. Sans quoi elle ne sera jamais publiée. Mon journal ouvre son forum à tous, à condition d'y entrer à visage découvert.

C'est la moindre des choses. Une signature est un signe d'affirmation. Je certifie être l'auteur de ce texte, j'en assume les prétentions et, par la même occasion, vous libère de l'obligation de respecter mes droits de propriété intellectuelle. Je me responsabilise et vous dédouane dans la même phrase, venez prétendre ensuite que je ne suis pas d'adon.

La signature étant aussi preuve d'engagement, par la présente, je me porte garant de votre réaction modérée

à mon propos qui l'est tout autant sans quoi je suis disposé à payer le prix de tout débordement, quels qu'en soient les dommages. Ma signature est honorée et je l'ai toujours honorée.

Une signature nous est propre. C'est une partie de nous. Un trait de notre personnalité. Une carte d'identité. Aussi, suis-je prêt à accepter qu'il y a autant de signatures qu'il y a d'humains sur cette planète.

Pas prêt à reconnaître par contre le masque d'un manifestant comme signe identitaire, à l'associer à une liberté d'expression qui serait brimée par un règlement qui obligerait à se découvrir le visage pour critiquer, contester et revendiquer dans la rue. Là, je débarque. Quand j'entends des arguments semblables, je raye mon nom de la liste.

Que s'est-il produit à la suite des attentats terroristes de 2001 commis par des pirates de l'air ? En dépit de certaines réticences et bien que de pareilles mesures n'aient jamais été nécessaires dans le passé, il a fallu se déchausser dans les aéroports. Il a fallu accepter des restrictions dans les bagages acceptés dans l'aire des passagers. Toutes les mesures de contrôle préalable à l'embarquement et pour assurer la sécurité en vol ont été renforcées. Prenons pour acquis que le jour où celles-ci seront déjouées par des fous furieux, il faudra de nouveau les reconsidérer.

Les manifestations houleuses des dernières semaines, et carrément hostiles et violentes comme celle de Victoriaville, commandent de la même façon une révision des pratiques. Même si tous les manifestants au visage masqué n'étaient pas nécessairement fauteurs de trouble.

Les services policiers sont de nouveau montrés du doigt pour l'utilisation d'une force abusive. Questionnons, et exigeons une reddition de comptes. C'est souhaitable et sain de revenir sur les méthodes de contrôle de foule, y compris dans des

situations corsées comme celle de vendredi soir dernier. La Sûreté du Québec s'expliquera aujourd'hui. Attendons, cela permettra de juger le degré d'objectivité face aux images et aux témoignages qui circulent. On verra ensuite s'il y a lieu d'aller plus loin.

**Assurons-nous
d'examiner toutes les
facettes du respect de
l'ordre, y compris la
doublure des masques.**

Mais assurons-nous d'examiner toutes les facettes du respect de l'ordre, y compris la doublure des masques. Pareil désordre n'est pas dans nos mœurs, le Québec ne doit pas le tolérer. Or, il est évident que des extrémistes sont en voie de transformer des manifestations pacifiques en dangereuses mascarades. Ils sont les premiers à brimer la liberté d'expression, et ils le font en semant le chaos, en augmentant les tensions et la provocation.

La prétendue oppression systématique par une force

policière qui ne serait plus qu'exécutant servile de bourreaux politiques sentant leur pouvoir menacé, c'est de la grossière exagération. Quand même!

Idem pour la supposée mainmise de Big Brother, qui piétinerait nos libertés en nous surveillant de manière abusive pour nous cataloguer et nous fichier arbitrairement comme des criminels. La police a sorti l'artillerie lourde pour neutraliser les Hells Angels et nos règles strictes obligent de tortue à marcher à pas de condamner.

S'il faut demeurer vigilants quant à l'utilisation des outils de surveillance électronique, nous sommes très loin de complots sataniques qui justifieraient ne serait-ce qu'un début de riposte par la violence incontrôlée et la justice sauvage.

Ça sonne faux de réclamer une société plus juste et plus humaine avec le visage masqué. Ça fait lâche, peureux et baveux.

Adoptons des règlements et renforçons des lois au plus vite pour que ces faux mercenaires n'aient plus de déguisement pour s'esquiver et se soustraire à la justice.

SERINGUES SOUILLÉES

Info-Crime lance un appel à tous

RENE-CHARLES QUIRION
rene-charles.quirion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Le Service de police de Sherbrooke s'est joint un allié de taille alors que le programme Info-Crime sollicite l'aide de la population pour mettre fin à la vague de seringues souillées dissimulées dans des vêtements se trouvant sur les étalages de magasins de Sherbrooke.

En janvier, en mars et en mai,

plus d'une quinzaine de seringues souillées ont été découvertes dans des vêtements de magasins des Galeries Quatre-Saisons et du Carrefour de l'Estrie. Jusqu'à maintenant, quatre personnes ont été piégées et doivent suivre des traitements préventifs.

« Nous sommes partenaires en tout temps avec Info-Crime. Cependant, un appel au public dans un dossier spécifique se fait de façon plus exceptionnelle », explique le porte-parole

du SPS, Martin Carrier.

Info-Crime invite la population à signaler au SPS toute information pouvant permettre d'identifier un suspect. Si une personne qui possède de l'information ne souhaite pas joindre les services policiers, Info-Crime demande de se manifester auprès d'elle. L'organisme de lutte contre le crime assure que l'appel ne sera jamais retracé ou enregistré.

« Notre objectif demeure la sécurité du grand public.

Nous voulons employer tous les moyens possibles pour mettre fin à cette vague de crimes. Si une personne possède une information et ne souhaite pas joindre la police, elle peut le faire avec Info-Crime. L'important est d'obtenir cette information », soutient Martin Carrier du SPS.

Pendant ce temps l'enquête se poursuit. Des résultats d'analyse des seringues souillées et les expertises dans ce dossier du Laboratoire de

sciences judiciaires et de médecine légale de Montréal sont attendus par l'enquêteur au dossier.

Info-Crime promet une récompense en argent remise de façon anonyme et en toute sécurité à toute personne qui transmet une information permettant l'arrestation et la mise en accusation d'un suspect. Il est possible de joindre Info-Crime au 1-800-711-1800 ou par l'internet au www.infocrime.org.

je t'aime partout, je te veux partout! **TAPIS V.N.**



Trouvez la **QUALITÉ**,
au meilleur **PRIX!**

*** BOIS FRANC / MERCIER, GARANTIE 25 ANS, 3,99 \$ PI CA *** CÉRAMIQUE / GRAND CHOIX EN INVENTAIRE *** TAPIS / ET PLUS PLUS ***

5260, Boul. Bourque, Sherbrooke ■ 819 864-4253 ■ www.tapisvn.com



**DENIS
DUFRESNE**
ÉDITORIAL

denis.dufresne@latribune.qc.ca

L'immobilisme d'Ottawa

Le dernier rapport du commissaire à l'environnement et au développement durable du Canada, Scott Vaughan, démontre qu'on ne peut plus faire confiance au gouvernement Harper tant en matière de lutte aux émissions de gaz à effet de serre (GES) que de surveillance environnementale.

Car, non seulement le Canada n'a pas respecté ses engagements en vertu du protocole de Kyoto, dont il s'est du reste retiré l'an dernier, mais il risque de ne pas atteindre les cibles plus modestes qu'il s'était fixées lors du Sommet de Copenhague, en 2009.

Le Rapport du printemps 2012 du commissaire Vaughan démontre que, selon les prévisions d'Environnement Canada, plutôt que de diminuer de 17 pour cent d'ici 2020, par rapport à 2005, comme prévu, les émissions canadiennes de GES devraient progresser de 7 pour cent.

M. Vaughan rappelle également que le Canada est aux prises avec des milliers des sites contaminés qui « vont présenter des risques pour la santé humaine et un fardeau financier et environnemental pendant des générations à venir ».

En fait, il n'y a rien de bien surprenant dans ce rapport puisque le gouvernement conservateur se traîne les pieds depuis des années en matière d'environnement.

Ottawa s'est certes coté d'une approche sectorielle, réglementaire, mais Environnement Canada n'a toujours pas de plan national pour réduire les émissions de GES. De plus, le gouvernement n'a pas estimé les coûts pour atteindre sa cible de 2020.

D'ailleurs, le gouvernement fédéral n'a toujours pas de réglementation pour encadrer la pollution générée par l'industrie pétrolière et gazière, responsable de 21 pour cent des émissions de GES au pays. Il s'apprête également à abroger la loi sur l'évaluation environnementale pour accélérer l'approbation des projets miniers, pétroliers et gaziers, une décision éminemment politique liée à l'exploitation des sables bitumineux.

En outre, l'automne dernier,

le commissaire Vaughan soulignait des problèmes de gestion, de manque d'informations fiables et d'objectifs clairs dans la lutte aux émissions de GES.

Le ministre fédéral de l'Environnement, Peter Kent, a beau affirmer que les mesures fédérales et provinciales ont permis d'atteindre le quart des objectifs de 2020, il est difficile de croire que le Canada pourra d'ici huit ans élaborer, adopter et faire respecter par l'industrie les règlements qui lui permettront d'atteindre les objectifs fixés à Copenhague.

Selon le commissaire Vaughan, les règlements fédéraux en vigueur devraient permettre de réduire les émissions de GES de 11 à 13 millions de tonnes d'ici 2020, alors que le Canada devrait les diminuer de 178 millions de tonnes supplémentaires!

Il est vrai que le gouvernement conservateur s'est dit prêt, lors de la conférence des Nations unies de Durban en décembre dernier, à négocier un pacte international qui inclurait les grands émetteurs comme la Chine et les États-Unis, prônant avec raison une approche globale et équitable.

Au plan domestique, Ottawa a aussi réglementé les émissions de GES des voitures et des camions légers et vise à éliminer l'utilisation du charbon pour la production d'électricité.

Mais cela est nettement insuffisant.

Le gouvernement Harper avait justifié son retrait de Kyoto en raison des coûts pour l'économie canadienne et les entreprises.

Pourtant, dans plusieurs provinces le secteur industriel a réduit ses émissions de GES malgré une augmentation de sa production. Au Québec, par exemple, Équiterre signale que l'industrie a diminué ses émissions de 11 pour cent entre 1990 et 2010, sous le niveau de 1990, alors que sa production a doublé.

« Nous travaillons avec les provinces, les municipalités et les industries, ce serait bien que le fédéral n'aille pas contre nous », résume Steven Guilbeault, porte-parole d'Équiterre.

Malheureusement, pour l'heure, les conservateurs semblent plutôt indifférents et s'apprennent à laisser un héritage empoisonné aux générations futures.



hervephilippe@videotron.ca

Droits réservés

TRIBUNE LIBRE

Cassure dans le système éducatif

Une quinzaine de cégeps sont encore en grève (ou en boycott), certains dans leur treizième semaine d'arrêt. La session d'hiver de ces cégeps est pratiquement perdue et à peu près irrécupérable.

Au plan individuel, chaque étudiant peut se permettre de perdre une session et de prolonger la durée de ses études collégiales. Beaucoup le font déjà, les étalant sur une année de plus. Collectivement par contre, le système scolaire ne peut assumer la perte d'une session sans conséquences majeures.

C'est une fraction importante d'une cohorte de finissants qui sans leur diplôme (D.E.C.) ne pourra pas quitter le cégep pour entrer à l'université cet automne;

c'est aussi un grand nombre de finissants du secteur technique qui n'accéderont pas au marché du travail. Pensons seulement à la pénurie d'infirmières dans les hôpitaux...

La plupart des établissements du réseau collégial fonctionnent déjà à la limite de leur capacité d'accueil. Comment pourraient-ils dispenser en parallèle (ou en succession) la session d'automne et reprendre la session d'hiver perdue? Car ils devront, comme d'habitude, accueillir à l'automne toute la cohorte des nouveaux venus qui auront terminé leur secondaire ce printemps.

Sans compter que les salaires des personnels des cégeps auront été versés sans que le service d'enseignement ait été

rendu. Où trouvera-t-on l'espace et l'argent nécessaire à cette reprise?

Dans le débat un brin surréaliste qui entoure ce conflit, il me semble que peu de voix se sont fait entendre pour souligner la rupture qui s'ensuivra au sein du système scolaire dans la séquence et la succession nécessaires des cohortes d'étudiants. Au collégial, celle des finissants doit quitter pour accueillir la suivante issue du secondaire.

Je ne peux que souhaiter bonne chance (et beaucoup d'ingéniosité) à ceux qui devront réparer les pots cassés dans un réseau d'éducation perturbé.

Guy Denis
Retraité du Cégep de Sherbrooke

Un conflit complexe

Monsieur François Evoy, Je suis père de deux universitaires et d'un cégepien qui est opposé à la hausse. J'appuie sa cause et je m'implicite dans certaines manifestations.

J'ai réagi négativement à vos propos lors de la tenue du vote au cégep, dont j'ai pris connaissance samedi dans un article de Luc Larochelle.

Je trouve que les tensions

sont suffisamment vives, ce n'est pas sage d'y aller d'électrochocs. Votre allusion à la déficience intellectuelle m'a fait penser à la blague de mon oncle de M. Charest.

Le conflit est complexe et dépasse les notions de colonnes de chiffres et de statistiques. Même Alain Dubuc le constate.

Faites confiance aux étudiants. Ils mesurent très bien

les risques et les gestes qu'ils posent. L'impact majeur de la crise dans la société montre la pertinence du questionnement qu'ils soulèvent (...)

Tous les hommes sont égaux : journaliers, professionnels, B.S., techniciens, et leur opinion également. (...)

Normand Paulhus
Sherbrooke

10 La Tribune - Sherbrooke jeudi 10 mai 2012

Les infirmières auront un mois de retard

Le CHUS se prépare à l'arrivée tardive de ses étudiantes en soins infirmiers

MARIE-CHRISTINE BOUCHARD
marie-christine.bouchard@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Il sera de toute évidence plus facile pour les infirmières de la région de prendre des vacances en juillet et en août plutôt qu'au tout début de l'été. En effet, tout indique que les candidates à la profession infirmière, dont la dernière session a été perturbée par une longue grève au Cégep de Sherbrooke, pourront entrer en poste le 22 juin plutôt que le 18 mai.

La nouvelle est accueillie avec un soupir de soulagement par Yvan Parenteau, président de l'Ordre régional des infirmières et infirmiers de l'Estrie. Celui-ci a discuté hier après-midi avec la direction du Cégep de Sherbrooke, qui était à finaliser son plan pour donner des cours intensifs à ses futures diplômées. « Disons que dans la région, on l'échappe plutôt belle », affirme-t-il, soulage que la reprise des cours s'orchestre aussi rapidement.

En effet, l'arrivée de candidates à la profession infirmière, c'est-à-dire des finissantes du programme collégial qui passeront leur examen de l'Ordre des infirmières du Québec en septembre, donne un peu de souffle sur les étages de soins et permet

aux infirmières de prendre des vacances.

« C'est rassurant de savoir que nous pourrions compter dans la région sur les candidats dès la fin juin, c'est-à-dire avec environ juste un mois de retard. Sans ça, c'est certain qu'il y aurait eu des changements dans les quotas de vacances dans les établissements », ajoute M. Parenteau.

Sous surveillance

De son côté, le Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS) prépare actuellement un important plan de communication quant aux mesures qui seront mises en place au cours des prochaines semaines pour combler l'arrivée tardive sur le marché du travail de ces finissantes. L'an dernier, en soins infirmiers seulement, le CHUS avait embauché 76 finissantes et 60 étudiantes de deuxième année.

Du côté du Syndicat interprofessionnel de la santé du CHUS, qui représente notamment les infirmières, on suit la situation de près depuis le début du conflit.

« On est inquiet, un peu comme à tous les étés, mais c'est peut-être encore plus vrai cet été », soutient le président du syndicat, Jacques Poulin.

Toutefois, il refuse de



ARCHIVES, LA TRIBUNE

Le CHUS prépare actuellement un important plan de communication quant aux mesures qui seront mises en place au cours des prochaines semaines pour combler l'arrivée tardive sur le marché du travail des finissantes en soins infirmiers. L'an dernier seulement, le CHUS avait embauché 76 finissantes et 60 étudiantes de deuxième année.

s'alarmer pour le moment. « Nous allons attendre de voir le plan de communication du CHUS avant de réagir. Il n'est pas question d'alerter la

population et le personnel de l'hôpital pour le moment. Mais jusqu'ici, je peux vous dire que nous ne sommes pas en réaction négative contre le plan que la

direction prépare », dit-il.

Une conférence de presse devrait avoir lieu prochainement, probablement au cours de la semaine prochaine, afin d'expliquer la situation, précise pour sa part Sylvie Vallières, adjointe à la directrice des communications et des affaires publiques du CHUS.

Les yeux rivés sur d'autres cégeps

Cette situation problématique pourrait avantager d'autres finissantes qui n'auraient pas encore d'emploi, c'est-à-dire celles des cégeps qui n'ont pas été touchés par la grève.

C'est notamment le cas au Cégep de Granby Haute-Yamaska, qui a été épargné par la grève. Jo-Anne Dittman, conseillère en développement, innovation et partenariat, avoue avoir eu quelques appels de la part du CHUS qui relègue les finissantes qui termineront leurs cours le 18 mai tel que supposé. L'une des questions principales était de connaître la date exacte de la fin des cours dans leur établissement. « C'est une inquiétude pour eux, pour orchestrer les dates d'embauche », dit-elle.

Au CHUS, Sylvie Vallières se limite à dire que « cette relève-là est très sollicitée », sans donner plus de détails. (Avec La Voix de l'Est)

CONFLIT ÉTUDIANT

Le Cégep se prononce sur l'offre

MÉLANIE NOËL
melanie.noel@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Les étudiants du Cégep de Sherbrooke se prononceront aujourd'hui sur l'offre du gouvernement rendue publique samedi dernier. Le vote aura lieu lors d'une assemblée générale spéciale qui se tiendra de 11 h 30 à 13 h 30 à la Salle Alfred-DesRochers. Il n'y aura pas de levée de cours pour l'occasion, puisque la banque d'heures établie dans l'entente entre l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AECS) et la Direction est épuisée.

« La décision de ne pas annuler les cours lors du vote de positionnement sur l'offre gouvernementale a été prise conjointement par la direction et l'AECS. Avec déjà 35 jours de reprises, on a jugé que l'annulation n'était pas possible. Le calendrier de rattrapage n'est pas encore sorti et il y a déjà suffisamment d'inquiétude. De plus, l'offre du gouvernement sera le seul point à l'ordre du jour donc l'assemblée ne devrait pas s'étirer de façon importante », a déclaré la porte-parole du cégep, Guylaine Fisette.

À savoir si cette façon de faire affectera le taux de participation et la couleur du vote, l'avenir nous le dira.

« C'est certain que la représentation ne sera pas la plus



IMACOM, JOCELYN RIENDEAU

Les étudiants du Cégep de Sherbrooke se prononceront aujourd'hui sur l'offre du gouvernement rendue publique samedi dernier. Le vote aura lieu lors d'une assemblée générale spéciale qui se tiendra sur l'heure du dîner à la Salle Alfred-DesRochers.

formidable. Mais en même temps, le taux de participation n'a jamais dépassé les 35 pour cent malgré la levée des cours des dernières semaines. A mon avis, il aurait été irresponsable d'annuler les cours pour cette raison », a révélé Jean Lessard, étudiant de sciences humaines qui a piloté le dossier de l'injonction visant à forcer la reprise des cours au Cégep de Sherbrooke.

« L'heure du dîner est la meilleure heure pour faire cette assemblée. Le pire qui pourrait arriver serait que les étudiants n'atteignent pas le quorum de 3 pour cent. Mais le risque est faible puisque cela représente 180 étudiants », explique

Mme Fisette.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a rejeté officiellement, hier, l'entente de principe conclue le 5 mai dernier entre le gouvernement et les leaders étudiants. « Notre association nationale s'est prononcée contre alors cela pourrait influencer le vote, mais on est souverain alors le vote pourrait tout aussi bien aller dans l'autre sens », a déclaré Catherine Boudin, porte-parole de l'AECS.

La méthode de scrutin sera choisie lors de l'assemblée. « Mais je crois que ce sera un vote secret, comme on l'a fait dans toutes nos

autres assemblées », précise Mme Boudin.

Aucun vote de déclenchement d'une grève symbolique ne sera traité lors de cette assemblée, selon l'AECS.

Le REMDUS rejette l'offre à l'unanimité

Le Conseil d'administration du Regroupement des étudiants et des étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de l'Université de Sherbrooke (REMDUS), mercredi soir, a choisi de rejeter à l'unanimité l'offre du gouvernement. « Notre message est clair : la sortie de crise ne se fera pas sans aborder de front la question de la hausse des frais de scolarité », a déclaré Charles Tessier, président du REMDUS.

Aucune des associations membres du REMDUS n'a accepté cette offre en assemblée générale depuis son dépôt sur la place

publique. Le REMDUS se montre également critique sur la composition du comité provisoire, où les étudiants seront mis en minorité face aux nominations favorables à la hausse des frais. « La ministre ne peut pas espérer qu'on va accepter d'échanger la rue pour une table fantôme », a commenté M. Tessier.

Le REMDUS tient cependant à souligner que l'ouverture d'un dialogue entre le gouvernement et les associations étudiantes nationales, notamment la TaCEQ, constitue une bonne chose et représente la seule façon d'opérer la sortie de crise. « Ce n'est pas parce qu'on rejette cette offre qu'on rejette le processus de négociation », précise le président du REMDUS. Rappelons que le REMDUS compte six associations étudiantes, représentant environ 1500 étudiants, toujours en grève.



Sherbrooke vendredi 11 mai 2012 - La Tribune 3

Vite, fuyons!



LUC
LAROCHELLE
PERSPECTIVES

luc.larochelle@latribune.qc.ca

Avez-vous vu le visage des suspects traqués par la police pour avoir, presume-t-on, foutu le bordel dans le métro de Montréal hier matin? Avec ses cheveux ébouriffés et sa veste de laine, l'un d'eux colle à l'image générale des contestataires de gauche. Mais les trois autres...

Trois jeunes filles bien mises. Calmes, sur des photos prises à leur insu, confortablement installées dans la routine des navetteurs montréalais, le nez plongé dans un journal. Des femmes de la génération de celles qui sont toujours occupées à lire parce que plus studieuses que les garçons.

Pas le moindre trait d'un emmerdeur. Pas le moindre réflexe de se rabattre un capuchon sur la tête pour se dissimuler le visage. Merde, ça pourrait être une de mes filles qui soit ainsi métamorphosée en ennemi public!

Les effets de cette crise étudiante se propagent à un rythme hallucinant. Elle est devenue une pandémie aussi redoutable que la grippe A (H1N1), qui nous a foutu la trouille à pareille date il y a deux ans. Jusqu'à ce qu'un vaccin soit disponible, foutons le camp. Je n'ai plus d'autorité légale sur mes filles, mais j'ai encore le devoir parental de les mettre à l'abri.

Y'a rien comme une île pour se couper du monde et comme j'archive tout, j'avais découpé en mars l'article du confrère Jean-Pierre Quirion, collaborateur à *La Nouvelle*, qui racontait qu'une propriété insulaire à Sherbrooke était sur le marche.

- Vos îles sont toujours à vendre, ai-je demandé hier au propriétaire.

- «Faut que tu passes par mon agent, mais fais-moi une offre raisonnable et elles sont à toi», m'a répondu Christian Roberge.

Y pensez-vous: seigneur des îles Maurice. Réfugié à l'intérieur d'une forteresse sans pont-levis, impénétrable pour des manifestants une fois que la chaloupe est rendue sur l'autre berge. Terré dans un domaine de 56 acres, au beau milieu de la rivière Saint-François. Dans l'arrondissement des Gaulois, à Brompton, en plus.

Merde, ça pourrait être une de mes filles qui soit ainsi métamorphosée en ennemi public!

Comme il n'y a pas d'électricité, mon portable et mon téléphone intelligent rendraient l'âme au bout de 24 heures. Y'aurait plus de son, plus d'image...

Il a fallu que je me ressaisisse pour négocier efficacement.

- Se rendre sur votre île au printemps, après une semaine de pluie, ça ne doit pas être évident. J'imagine que le prix est proportionnel à la période d'occupation possible de l'île?

Le propriétaire et son agent Sylvain Trépanier, m'ont tous les deux jurés qu'au moins le tiers de la grande île n'a

jamais bu une gorgée de la Saint-François, même lors des pires crues.

«Il y a un dénivelé d'une quarantaine de pieds dans la partie la plus haute. Vous y installeriez une roulotte qu'elle serait plus en sécurité qu'au camping de l'île-Marie», de prétendre M. Trépanier.

Ouais, mais y'a pas de pont pour s'y rendre. Vais-je devoir suer autant que les aventuriers de la télésérie *La ruée vers l'or* pour me construire un pont flottant?

«Une personne en moyens pourrait demander, et obtiendrait probablement, un changement de zonage. Ensuite, elle pourrait se construire un pont, puis un somptueux domaine sur une dizaine d'acres sans jamais avoir à craindre une inondation», croit Christian Roberge.

La Ville de Sherbrooke n'a pas la même lecture du risque. Ces îles sont cataloguées dans la zone inondable 0-20 ans et aucune construction n'y est permise, m'a-t-on précisé hier.

La Ville n'empêche toutefois pas de rêver. Les usages permis à l'intérieur de la zone REC-1 autorisent «les activités récréatives extérieures telles que: minigolf, parc d'amusement, terrain d'exposition, place commerciale, terrain

de tennis, piscine et glissades d'eau, camp (colonie) de vacances, jardin zoologique ou terrain de camping».

Ma foi, est-ce le site d'un des futurs parcs nature que nous annonce Destination Sherbrooke?

Cet oasis n'est pas donné par contre, le prix de vente de 170 000 \$ est quatre fois l'évaluation municipale. Ce n'est pas le seul inconvénient, compte tenu de son isolement, cette propriété paradisiaque est *squattée*.

«Tant que nous l'avons fréquenté assidûment, nous n'avons pas eu à déloger d'occupants. Lorsque nos visites sont devenues plus espacées, nous avons toléré que des canoteurs ou des kayakistes s'y arrêtent. Ne sachant probablement pas qu'il s'agissait d'une propriété privée, certains ont pris l'habitude d'y revenir et d'y planter leur tente. Ce ne serait sans doute pas très compliqué de faire respecter les règles», de m'indiquer le propriétaire.

Négociations, persuasion, occupation? Ooooooh que non! Peut-être plus tard, mais pas maintenant.

Vos îles sont charmantes, elles sont des perles rares, mais je cherche à fuir. Pas à mettre les pieds dans un autre foyer de contestation.

PROJET D'AGRANDISSEMENT DU LIEU D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE DE SAINT-NICÉPHORE

Waste Management montre patte blanche

YANICK POISSON

ypoison@latribune.qc.ca

DRUMMONDVILLE — Les dirigeants de Waste Management ont profité de la première séance d'information publique coordonnée par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), mercredi, afin de présenter leur projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire de Saint-Nicéphore et surtout, les mesures d'atténuation prévues afin d'amoindrir l'impact sur les résidences riveraines.

D'entrée de jeu, le directeur des affaires publiques de la multinationale, Martin Dussault, a indiqué que son entreprise avait investi 50 millions \$ depuis qu'elle a fait l'acquisition de l'ancien site afin de diminuer les désagréments sur le voisinage, on a promis de continuer de le faire par l'amélioration des systèmes d'aspiration des biogaz et l'aménagement de buttes visant à couper le son et à améliorer le paysage.

Le projet vise l'agrandissement du «dépotoir» de 48,6 hectares afin de permettre à l'entreprise d'emmagasiner des déchets jusqu'en 2033. Si elle n'obtient pas l'aval du conseil des ministres, le site actuel

fermera ses portes à la mi-2013.

«Nous voulons poursuivre nos activités au-delà de 2013 et nous sommes déterminés à le faire dans le cadre d'un processus qui se veut à l'écoute de la population», a indiqué M. Dussault.

En plus des mesures visant l'atténuation de l'impact des activités du site sur la population, Waste Management a annoncé qu'elle fera un effort supplémentaire afin de favoriser la récupération et la valorisation des matières résiduelles et qu'elle allait aménager une installation de transformation des biogaz afin d'approvisionner en énergies vertes certaines entreprises de la région.

L'entreprise s'est également engagée à offrir un taux préférentiel pour l'enfouissement des déchets des résidents de la MRC, ce qui permettra aux municipalités d'économiser 40 millions \$; à cotiser pour 29 millions \$ à un fonds visant l'entretien du site 30 ans après sa fermeture et à remettre 12 millions \$ à la Ville de Drummondville pour la réalisation de projets environnementaux.

De plus, la mairesse Francine Ruest Jutras en est venue à une entente avec les promoteurs



LA TRIBUNE, YANICK POISSON

L'ancien maire de Saint-Nicéphore, Jean-Guy Fortier, était préoccupé par l'agrandissement du lieu d'enfouissement technique sur le territoire de sa municipalité.

afin de s'assurer qu'on n'enfouisse pas plus de 600 000 tonnes de déchets par année dans le prolongement du site.

Waste Management a demandé et obtenu une enquête du BAPE. Celle-ci s'amorcera le 22 mai prochain et durera quatre mois. Le conseil de ministres sera ensuite appelé à accepter ou non le projet.

Les odeurs des autres

Au total, un peu plus d'une centaine de résidents ont participé à la présentation organisée au Centre communautaire et de loisirs Claude-Nault. De ce nombre, une dizaine ont pris la parole afin de poser des questions pendant près de deux heures.

Leurs principales pré-

occupations concernent l'odeur qui se dégagera de ce nouveau lieu d'enfouissement agrandi. Le site actuel ne sent déjà pas très bon, a-t-on dit, notamment lorsqu'on y effectue des travaux et on craint que le problème augmente.

«Le soir, les odeurs de gaz sont très inconfortables, avec l'agrandissement du site d'enfouissement, c'est sûr que je suis inquiète», a affirmé Johanne Viens, une résidente de l'endroit.

Les participants se sont également indignés de constater qu'on n'enfouira pas uniquement les déchets de la MRC de Drummond à Saint-Nicéphore, mais aussi ceux de la Montérégie, de l'Estrie et d'une partie de la Communauté urbaine de Montréal.

On aimerait que les efforts des gens de la région représentent moins d'enfouissement et non pas davantage de déchets importés. «On va faire tous les efforts pour valoriser nos déchets dans le but de faire plus de place pour les déchets des autres. C'est pas le monde à l'envers?», a fulminé l'ancien maire de Saint-Nicéphore, Jean-Guy Fortier.

Le métro paralysé durant trois heures

Un sabotage à l'aide de trois engins fumigènes sème le chaos à Montréal



LA PRESSE CANADIENNE

Le Service de police de la Ville de Montréal a rendu publiques des images des personnes soupçonnées d'avoir provoqué l'arrêt du métro, hier à Montréal. Il s'agit de trois femmes et un homme. En début de soirée, l'enquête progressait et des noms ont été fournis aux policiers pour identifier ces personnes.

DAVID SANTERRE

MONTRÉAL — Pour la cinquième fois en quatre semaines, la patience de milliers d'usagers du métro de Montréal a été mise à rude épreuve quand des vandales ont jeté trois engins fumigènes sur les rails, ce qui a causé la paralysie totale du réseau pendant près de trois heures.

La première interruption a eu lieu à 7h46.

Il semble que trois jeunes femmes et un homme aient réussi à entrouvrir les portes d'une voiture d'un train en marche, sur la ligne verte, pour jeter un engin fumigène sur la voie. Il est possible, dans le train en marche, d'ouvrir les portes de 10cm sans provoquer d'arrêt avant la station suivante.

Un citoyen qui se trouvait dans ce wagon aurait ensuite discrètement photographié le quatuor et fourni les images au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), qui les a publiées. En début de soirée, l'enquête progressait et des noms ont été fournis aux policiers pour identifier ces personnes. Il reste à valider

toutes ces informations.

Dans l'heure qui a suivi la première interruption, des événements identiques sont survenus entre les stations Jean-Talon et Fabre, sur la ligne bleue, et entre Préfontaine et Pie-IX, sur la verte.

«J'ai vu une petite bombe au milieu des rails, qui ressemblait à une canette. Elle dégageait une fumée blanche pas trop intense», a raconté une usagère à la station Préfontaine.

Les quatre lignes du métro sont demeurées fermées pendant que les pompiers évacuaient la fumée, que les enquêteurs inspectaient les engins fumigènes artisanaux utilisés, et que les ambulanciers s'assuraient que personne n'avait été incommodé par la fumée.

Le service n'a repris complètement qu'à 10h40.

L'interminable rupture a semé le chaos dans la ville. Des foules se sont agglutinées autour des stations, à la recherche d'un moyen de transport de rechange.

Au métro De L'Eglise, il n'y a pas eu de fumée, mais un

mouvement de foule très dense s'est produit dans les voitures et sur le quai après l'annonce de l'attentat.

«Le centre-ville est si paralysé que cela a un impact pour nous. Nos véhicules ont du mal à se rendre rapidement dans les centres hospitaliers», a expliqué Guy St-Pierre, d'Urgences-santé.

En avril, quatre actes similaires à ceux d'hier ont été commis. Un matin, des sacs de briques ont été jetés sur les rails dans cinq stations. Des engins fumigènes ont aussi été lancés lors d'une manifestation étudiante dans le Complexe Desjardins, le 25 avril.

La police, avec grande précaution, évoque la piste de groupuscules de militants contre la hausse des droits de scolarité.

Les usagers en colère étaient, quant à eux, plus catégoriques.

«Ça ne va pas attirer la sympathie des gens envers la cause étudiante», a dit un usager.

Une étudiante coincée au métro Jean-Talon croit que ces gestes ont été commis par des groupuscules étudiants isolés.

«Je suis pour la cause, mais

contre les actes violents. C'est certain que c'est ennuyeux sur le coup pour ceux qui sont pris là-dedans, mais il ne faut pas juste

penser à ses 15 petites minutes de retard. Si tout ça peut réveiller les gens, ça ne sera pas trop mal», a-t-elle déclaré. (La Presse)

Un cadeau gratuit avec chaque achat de 10 \$ et plus.

Bonne fête des Mères

Fleurs pour toutes occasions : anniversaire, mariages, funéraires, etc.

Plantes vertes, arrangements et fleurs coupées

819 564-0075

623, boul. des Vétérans, Rock Forest Qc J1N 1Z8

Voisin de Pépinière Lambert

2011801

SOULIGNE LA FÊTE DES MÈRES !

POUR VOUS chères mamans !

OBTENEZ 50% DE RABAIS

SUR

LES PRODUITS POUR ELLE EN MAGASIN

VÊTEMENTS CHAUSSURES PATINS À ROUES ALIGNÉES

Achetez un article ci-haut mentionné et obtenez le 2^e à 50% du prix régulier

Le rabais est applicable sur un article de valeur égale ou moindre excluant les produits déjà réduits. Détails en magasin.

Sherbrooke 819 822-3077

Granby 450 372-9066

www.momosports.com

2838148

«Aucun sens», réagit Charest

JOCELYNE RICHER ET MARTIN OUELLET
LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — L'Assemblée nationale a condamné à l'unanimité et sans réserve, jeudi, l'utilisation de bombes fumigènes dans le métro de Montréal, ayant eu pour effet de paralyser la circulation à l'heure de pointe dans la métropole.

Une motion en ce sens a été déposée par l'opposition officielle, en matinée, et adoptée rapidement, sans débat.

Le premier ministre Jean Charest n'était pas présent à l'Assemblée nationale, hier, car il prenait la parole au congrès de l'Union des municipalités, à Gatineau, en Outaouais.

Mais lors d'un bref point de presse, il a tout de même exprimé sa désapprobation des gestes commis à Montréal quelques heures plus tôt.

«Nous souhaitons qu'on trouve

les coupables. Perturber la vie des gens pour des raisons qu'on ne connaît pas, ça n'a aucun sens. Il n'y a pas de raison de poser des gestes d'intimidation et de violence. Il n'y a aucune excuse pour ça, aucune», a-t-il tranché.

Pendant ce temps à Québec, le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, a qualifié «d'intolérable» et «d'injustifiable» l'action qui a entraîné la paralysie du métro.

Selon les premières informations obtenues, il s'agirait d'une «action concertée», et non d'un geste isolé, a indiqué le ministre, en point de presse.

Il a dit qu'une enquête serait menée sur ce geste «très grave».

Le ministre s'est bien gardé de laisser entendre que les auteurs du crime pourraient être des étudiants mécontents. «On ne peut pas faire de lien entre ce qui se passe chez les étudiants et ce qui est arrivé dans le métro de

Montréal. On ne peut pas faire ce lien», a-t-il affirmé en Chambre.

L'heure est venue de trouver les coupables, de rétablir le service à la population et de rassurer la population, a ajouté le ministre Dutil.

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a reconnu que l'incident survenu dans le métro n'aiderait pas à régler la crise avec les étudiants qui perdure depuis trois mois.

Elle estime que des «groupuscules pas nécessairement reliés au mouvement étudiant» pourraient être à l'origine des gestes commis, cherchant à tirer profit de «créer un tel climat au Québec».

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) s'est d'ailleurs dissociée de ces événements, prenant soin de rappeler que le lien avec le mouvement étudiant est loin d'avoir été établi.

Sherbrooke vendredi 11 mai 2012 - La Tribune 7

ÉMEUTE À VICTORIOVILLE

La SQ estime son opération réussie

PIERRE SAINT-ARNAUD

LA PRESSE CANADIENNE

MONTREAL — La Sûreté du Québec estime avoir réussi son opération policière lors de l'émeute survenue à Victoriaville vendredi dernier. Le corps policier, dont le travail a fait l'objet de nombreuses critiques à l'issue de ces événements, a dressé un bilan préliminaire de l'opération, hier à Montréal.

« Cette émeute est sans doute la plus violente depuis les dix dernières années », a déclaré le capitaine Jean Finet.

« Nous avons fait face à des casseurs, des casseurs professionnels, des gens habitués, des gens qui ont fait d'autres événements où ils ont justement tenté d'inciter et même ont incité d'autres gens à commettre des actes criminels », a-t-il ajouté.

« La Sûreté du Québec, elle, a dû utiliser la force nécessaire pour repousser et ramener l'ordre, elle a été obligée de le faire », a-t-il aussi affirmé.

Selon le capitaine Finet, la manifestation s'était déroulée de façon tout à fait pacifique dans l'après-midi, jusqu'à ce que des groupes de casseurs s'y mêlent. Interrogé sur les motifs et l'appartenance de ces



LA PRESSE CANADIENNE

Il y a une semaine, Victoriaville était la scène de violents affrontements entre des policiers de la Sûreté du Québec et des casseurs.

casseurs, dont la présence est de plus en plus persistante dans les manifestations étudiantes, le porte-parole de la SQ s'est montré avare de commentaires, faisant référence à des groupes extrémistes, des anarchistes et au Black Block, sans toutefois donner de précisions.

« Contrairement à certains groupes criminalisés, ces casseurs sont un genre de nébuleuse. Il n'y a pas d'organisation

très claire. Il y a des individus ciblés, nous connaissons certains individus qui en font partie », s'est-il contenté de dire.

Les policiers ont procédé à 110 arrestations le soir et le lendemain de l'émeute, mais plusieurs dizaines d'autres personnes sont activement recherchées et les photos de certaines d'entre elles ont été publiées sur le site Internet de la SQ.

L'arrivée en force des

casseurs au sein de la manifestation a rapidement fait dégénérer la situation et il a fallu faire appel à l'escouade antiémeute lorsque les clôtures du périmètre ont été renversées vers 18 h 30, menaçant la sécurité des personnes qui se trouvaient dans le Centre des congrès de Victoriaville, où se déroulait le conseil général du Parti libéral du Québec.

« À 21 h 03, il y avait toujours un noyau dur de casseurs, de bandits, qui continuaient à vouloir commettre des actes criminels, malgré le fait qu'à plusieurs reprises cette manifestation avait été déclarée une émeute. Et c'est à 22 h 06 qu'il y a eu retour au calme », a relaté le capitaine Finet.

Selon la SQ, les analyses de rapports médicaux par des pathologistes ont permis d'établir avec certitude que deux des trois personnes blessées plus gravement ne peuvent avoir été blessées par les projectiles d'impact, ces fameuses balles de plastique utilisées par les policiers lors de la manifestation. La même certitude n'a pu être établie dans le cas du troisième blessé grave, mais les expertises ne peuvent pas écarter non plus la possibilité que la victime ait été atteinte

par des projectiles de casseurs. La Sûreté affirme cependant que les règles entourant l'utilisation des balles de plastique sont extrêmement strictes.

En tout, cinq policiers formés pour utiliser ces armes ont tiré 33 projectiles.

En contrepartie, d'innombrables projectiles, pierres, pavés, boules de billard, billes d'acier et autres ont été lancés par des casseurs, blessant de nombreux policiers et manifestants.

Cet environnement hostile expliquerait par ailleurs le retard d'une ambulance à porter secours à une personne blessée.

« Les ambulanciers ont dû être protégés avant de pouvoir se rendre sur les lieux de l'événement parce que, justement, il pleuvait des projectiles de tous genres », a raconté le policier, qui se trouvait sur place lors de l'émeute.

Le corps policier provincial demeure toutefois convaincu d'avoir accompli sa mission.

« Somme toute, lorsqu'on fait l'analyse de ce qui s'est passé, la ville de Victoriaville n'a pas été mise à sang et à feu, aucun dommage n'a été causé dans la ville, aucun citoyen de Victoriaville à l'extérieur de ce périmètre n'a été blessé », a conclu le capitaine Finet.

8 La Tribune - Sherbrooke vendredi 11 mai 2012

magenta

35 \$ pour une séance photo professionnelle et plus chez Magenta Studio Photo

Economisez **80%**

prix	valeur
35\$	179\$

LES ROCHERS BLEUS SUTTON
GOLF & COUNTRY CLUB

49 \$ pour une ronde de golf pour deux personnes au Golf Les Rochers Bleus Sutton

Economisez **56%**

prix	valeur
49\$	112\$

DOMAINE DU RIDGE VIGNOBLE

Fête des Mères - Mothers Day

Forfaits au Domaine du Ridge (visite et dégustation) à partir de 8 \$

Economisez **60%**

prix	valeur
8\$	20\$

Avez-vous vu nos offres aujourd'hui ?

tuango

tuango.ca

La CLASSE rejette l'entente de principe

VALÉRIE DUHAIME
LA PRESSE CANADIENNE

MONTREAL — Les délégués de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ont rejeté massivement l'entente conclue la fin de semaine dernière avec le gouvernement, estimant qu'il ne s'agit que d'une tentative pour remettre le problème à plus tard.

Le mouvement de protestation étudiant contre la hausse des droits de scolarité est donc loin d'être terminé, alors que la CLASSE a encouragé à la

poursuite des grèves et des moyens de pression, au terme d'un congrès tenu hier.

Les porte-parole de la CLASSE ont indiqué que les étudiants sondés en assemblées générales avaient exprimé leurs doutes quant à la possibilité de voir la facture des étudiants réellement diminuer au terme des rencontres du conseil provisoire, qui doit se pencher sur la gestion financière des universités.

Ils ont aussi rejeté la composition même de ce conseil, puisque la représentation étudiante y aurait été minoritaire.

La CLASSE a donc annoncé la tenue d'une nouvelle manifestation nationale, qui se tiendra à Montréal le 22 mai prochain.

Le porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois a toutefois affirmé que la CLASSE se tenait prête à retourner à la table de négociations dès que possible, mais qu'elle souhaite que la prochaine ronde de discussions porte sur la hausse des droits de scolarité plutôt que sur les autres enjeux connexes, comme la gestion des universités.

Il a rappelé que les étudiants restent mobilisés même si les

menaces d'annulation de sessions commencent à se faire de plus en plus fortes. Selon lui, 165 000 étudiants sont toujours en grève.

Les deux autres regroupements étudiants, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), n'ont pas encore affiché leurs couleurs quant à l'entente.

Toutefois, elles ont réclamé, lundi, que celle-ci soit réécrite afin de clarifier certains points.

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, a indiqué hier

qu'une forte tendance se dessine au sein des associations membres, puisque seules deux d'entre elles ont voté en faveur de l'entente jusqu'à présent.

Selon lui, les objections des étudiants sont sensiblement les mêmes que celles présentées par la CLASSE, soit la composition du conseil provisoire et la hausse des droits de scolarité.

M. Bureau-Blouin a par ailleurs noté la faible participation étudiante à plusieurs assemblées générales tenues sur la question, alors qu'est votée la poursuite de la grève.

Gagnez à retourner.

Retournez votre appareil dès aujourd'hui
et économisez 50\$ ou plus sur un nouveau modèle.

EN VIGUEUR
JUSQU'AU 21 MAI 2012



Samsung
Galaxy S II™ X

0\$*

Après le crédit de
retour de 50\$



Téléphone intelligent
BlackBerry® Bold™ 9900

49,99\$*

Après le crédit de
retour de 50\$



Samsung
Galaxy Note

129,99\$*

Après le crédit de
retour de 50\$

*Entente de 3 ans avec forfait ou options de 50\$ ou plus.



Le programme
Gagnez à retourner
de TELUS

TELUS célèbre le lancement de son programme *Gagnez à retourner* avec cette offre d'une durée limitée. Retournez votre ancien appareil dès aujourd'hui et obtenez un crédit de 50\$, en plus de la valeur d'échange de l'appareil¹.



telusmobilité.com/promo

TELUS 85^e

Pour en savoir davantage, passez nous voir à une boutique TELUS, chez un détaillant autorisé ou appelez au 1-866-264-2966. Tous les détails à telusmobilité.com

BOUTIQUES TELUS ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

Sherbrooke

Carrefour de l'Estrie
819-564-8704
Cellulaire Plus
Terrasses 777
793, rue King Est
819-829-0123

Coaticook

Cellulaire Plus
10, rue Main Ouest
819-849-3608

Drummondville

Alto Communication
400, boul. Saint-Joseph
819-475-3928
Cellulaire Plus
Promenades Drummondville
755, boul. René-Lévesque
819-475-3611

Granby

Cellulaire Plus
Galeries de Granby
40, rue Evangéline
450-378-9621
Alto Communication
470, boul. Bovin
450-777-3077

Magog

Cellulaire Plus
441, rue Principale Ouest
819-843-6627
Saint-Hyacinthe
Galeries Saint-Hyacinthe
3200, boul. Laframboise
450-773-6621
Cellulaire Plus
3400, boul. Laframboise
450-773-7444

Saint-Jean-sur-Richelieu

Cellulaire Plus
Carrefour Richelieu
600, rue Pierre-Caisse
450-349-9621
Alto Communication
855, ch. Grand-Bernier Nord, local 100
450-348-7479

Victoriaville

La Grande Place des Bois-Francis
819-357-9490
Normand Nadeau Communications
525, boul. des Bois-Francis Sud
819-357-2208

L'offre est valable jusqu'au 21 mai 2012. ¹Limite d'un retour par client. Les appareils seront évalués à la seule discrétion de eRecyclingCorps. Les crédits en magasin ne sont ni monnayables, ni transférables et peuvent être utilisés pour l'achat d'un téléphone lors d'une nouvelle mise en service ou d'un renouvellement seulement à l'emplacement TELUS et au moment où l'appareil a été retourné. Les produits achetés avec les crédits en magasin ne peuvent être échangés contre de l'argent comptant. Tous les retours sont définitifs. En effectuant le retour, vous cédez tous vos droits à l'égard de l'appareil à eRecyclingCorps et vous renoncez à toute réclamation contre TELUS et eRecyclingCorps en ce qui concerne l'appareil et le programme de retour. Le programme de eRecyclingCorps est offert au Canada uniquement et peut être argué en tout temps sans préavis. TELUS et le logo TELUS sont des marques de commerce utilisées avec l'autorisation de TELUS Corporation, Research In Motion, le logo RIM, BlackBerry et tout autre nom, logo ou marque de commerce affilié appartenant à Research In Motion Limited et sont enregistrés ou utilisés aux É.-U. et dans d'autres pays. Google, le logo Google, Android et Gmail sont des marques de commerce de Google Inc. Les autres marques de commerce appartenant à leur propriétaire respectif. © 2012 TELUS.

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com | 1-877-968-0000 | 1177000-0000
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW



**DENIS
DUFRESNE**
ÉDITORIAL

denis.dufresne@latribune.qc.ca

Encore du chemin à parcourir

Sherbrooke fait figure de ville pionnière en matière de sécurité à vélo, en particulier grâce à sa réglementation sur le port obligatoire du casque chez les moins de 18 ans.

Et celle-ci porte déjà fruit puisqu'il n'y a eu aucun traumatisme crânien chez les cyclistes l'an dernier, indique le pédiatre Claude Cyr, associé à Sherbrooke Ville en santé.

Mais il n'y a pas qu'ici que les nouvelles sont bonnes en matière de vélo : le bilan routier 2011 de la Société de l'assurance automobile du Québec démontre en effet que le nombre de cyclistes tués sur les routes est en baisse depuis quelques années.

La SAAQ enregistre en effet une diminution de 9,6 pour cent entre 2011 et la période 2006 à 2010 et cela malgré l'augmentation du nombre de véhicules et de cyclistes sur les routes.

Ces données sont certes encourageantes, mais ne doivent pas faire oublier que de nombreux efforts en éducation auprès de tous les usagers de la route, en aménagement d'infrastructures cyclistes sécuritaires et pour la promotion du vélo comme mode de transport, restent à faire.

Car même si « seulement » 15 cyclistes ont perdu la vie en 2011 lors d'une collision avec un véhicule (et 71 piétons!), c'est encore beaucoup trop!

Le « Tour du silence », qui a lieu mercredi à Sherbrooke, ainsi que dans 400 villes dans le monde, vise d'ailleurs à commémorer les cyclistes victimes d'accidents de la route.

L'événement veut aussi rappeler la nécessité autant pour les automobilistes que pour les cyclistes de respecter le Code de la route et partager la chaussée.

Malheureusement, aux yeux de bien des gens, ce type de manifestation peut laisser l'impression que la pratique du vélo est dangereuse et que ce moyen de déplacement n'a pas sa place dans les rues et sur les routes.

Or, il ne doit pas en être ainsi.

Il est vrai que de nombreux cyclistes sont imprudents et ne respectent pas le Code de la route.

Mais cela est tout aussi vrai chez les automobilistes qui, bien souvent, circulent beaucoup trop rapidement, dépassent les cyclistes sans leur laisser un minimum d'espace, ne signalent pas leur intention de virer ou refusent de céder le passage aux cyclistes (tout comme aux piétons du reste!) qui traversent une intersection.

Certains ont même un comportement agressif à l'endroit des cyclistes, comme si ces derniers n'avaient pas le droit d'être là!

Car même si

« seulement »

15 cyclistes ont perdu

la vie en 2011 lors

d'une collision avec un

véhicule (et 71 piétons),

c'est encore

beaucoup trop!

On peut bien sûr faire valoir que les cyclistes ont les mêmes responsabilités que les automobilistes en matière de sécurité et de prévention des accidents.

Il faut toutefois réaliser qu'un automobiliste qui a un comportement dangereux au volant d'une voiture pesant 1500 kilos et plus peut causer passablement plus de dommages et de blessures qu'un cycliste imprudent ou distrait.

Cela dit, il faut reconnaître que le comportement des automobilistes s'améliore d'année en année, que ceux-ci adaptent de plus en plus leur conduite à la présence grandissante des cyclistes dans les rues.

Il faut toutefois avoir circulé à vélo dans d'autres provinces canadiennes ou encore aux États-Unis pour réaliser que les automobilistes québécois ont encore passablement d'efforts à faire.

UNE TRÊVE POUR LA FÊTE DES MÈRES ?...



hervephilippe@videotron.ca

Droits réservés

TRIBUNE LIBRE

Des éoliennes qui dérangent

Depuis quelques jours, un projet de parc éolien au sud de la frontière canado-américaine inquiète la population de Stanstead, et avec raison. Le promoteur américain semble oublier qu'au-delà du poste de douane, il existe une communauté qui aurait dû être informée et consultée.

L'une des craintes exprimées par la population est que la distance entre une des éoliennes américaines et certaines résidences québécoises n'est que d'environ 250 mètres. Ceci ne respecte ni les bonnes pratiques de l'industrie québécoise, ni les normes québécoises.

Au Québec, la distance devant être respectée entre les éoliennes et les résidences est d'au moins 500 mètres, soit près du double. La norme exige que les éoliennes soient situées à une distance suffisante pour assurer que le niveau sonore, des éoliennes aux murs extérieurs des résidences les plus rapprochées, ne dépasse pas 45 décibels le jour et 40 décibels la nuit.

Ces exigences font maintenant consensus chez les communautés accueillant des projets, les promoteurs, les experts et les autorités publiques.

Dans les documents déposés devant la Vermont Public Board, le promoteur du projet Smugglers Hill Farm, situé à Derby Line, au Vermont, détaille avec minutie la portion américaine du milieu dans lequel il souhaite réaliser son parc. Au nord de la frontière? Néant. Le projet n'est donc pas acceptable dans l'état actuel des choses, car il s'est développé sans consultation d'une part importante de la population avoisinante.

C'est pourquoi l'Association québécoise de la production d'énergie renouvelable (AQPER) demande au gouvernement du Québec d'intervenir auprès des autorités américaines et vermontoises afin de faire connaître son opposition à ce projet dans sa présente forme. La rencontre prochaine du Northeast International Committee on Energy (NICE), préparant la rencontre des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada, est la tribune toute désignée pour ce faire. (...)

L'acceptabilité sociale est une condition sine qua non de tout projet, voire du développement et de la pérennité de toute industrie, filière éolienne

incluse. Les producteurs de nouvelles formes d'énergie doivent être à l'écoute des communautés. Ils ont la responsabilité de rechercher leur appui ainsi que celui des communautés avoisinantes. Au Québec, la grande majorité des promoteurs éoliens ont réussi cette démarche. Les projets y voient le jour dans le respect des communautés d'accueil tout en contribuant à la diversification des approvisionnements énergétiques.

Le promoteur américain doit donc restaurer un lien de confiance avec l'ensemble de la communauté d'accueil, ce qui inclut les citoyens vivant à proximité du projet des deux côtés de la frontière. Force est de constater qu'il devra retourner à la planche à dessin pour revoir son projet et renouveler la consultation puisqu'il doit obtenir l'acceptabilité sociale. Certes, l'analyse du projet est complexifiée par un enjeu de juridiction internationale, mais une réalité fondamentale demeure : la frontière n'arrêtera ni le vent, ni les préoccupations des voisins du projet.

Jean-François Samray
Président-directeur général
AQPER

10 La Tribune - Sherbrooke vendredi 11 mai 2012



Seringues souillées > Une victime se raconte

PAGE 3

Sherbrooke samedi 12 mai 2012 | 128 pages | • 103^e année no 71 • LEADER DE L'INFORMATION RÉGIONALE • 1,90\$ taxes en sus • www.latribune.ca

La Tribune

**EXCLUSIF
LA TRIBUNE À NEW YORK**

UN GRAND CIRQUE MINIMALISTE

Avec *Traces*, le cirque Les 7 doigts de la main récolte sa part de lumière dans la Grosse Pomme. Notre journaliste Laura Martin a assisté à la production qui prendra l'affiche cet été à la Place Nikitotek de Sherbrooke.

**CAHIER
ARTS & SPECTACLES
WEEK-END**

PHOTO FOURNIE PAR LES 7 DOIGTS DE LA MAIN



Andréanne Rodrigue et son fils Jérémie

Bonne fête des Mères !
Histoires d'amour et de don de soi

PAGES 4,5 ET 10

IMACOM, RENÉ MARGUIS



MÉTRO PARALYSÉ À MONTRÉAL
Quatre suspects se livrent à la police

PAGE 13

LA PRESSE, MARCO CAMPANOZZI

Pavillon ROCK FOREST

- Pour une succulente nourriture, préparée avec soin par des cuisinier(ère)s accompli(e)s et qui vous sera servie à votre table.
- Pour des pieds toujours bien au chaud, grâce à un efficace système de planchers chauffants installé dans les studios et les logements.
- Pour le plaisir d'être charmé par un bon feu de foyer.
- Pour le confort moderne des unités munies de portes patio qui vous emportent vers la tranquillité et la beauté des jardins de fleurs.
- Pour ne plus jamais être seul (préposés ou infirmière présente de jour et de nuit).

Venez nous visiter!
Nouvelles unités disponibles
DÈS MAINTENANT

• Chambres • Studios • Logements

Bonne fête des Mères!

RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT

5323, rue de Gaspé **819 564-2911**

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com US/Can: 1.877.580.4040 Intern: 800.634.6384
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

En cas de fracture ouverte et de plaie infectée



LUC LAROCHELLE
PERSPECTIVES

luc.larochelle@latribune.qc.ca

Je me suis réveillé en sueur hier matin. Panique générale, les sirènes hurlaient. Y'avait des blessés gemissants partout, coincés sous d'énormes débris. Un autre horrible 11 septembre.

Au milieu de ce fatras, aucune source n'osait confirmer que c'était bel et bien une balle de billard lancée sur le toit par un étudiant armé d'une fronde, qui venait de provoquer l'effondrement du Stade olympique.

Les grondements avaient commencé au moment où David Beckham s'appretait à effectuer un corner à la fin de la partie de soccer que l'Impact menait 1-0. Tous croyaient alors que c'était la foute partisane qui voulait l'intimider.

Non, la balle de billard avait été soigneusement choisie, c'était la 8. La partie était terminée. Le sex-symbol sportif n'allait plus jamais revoir sa ravissante Victoria. J'en pleurais pour lui.

Allongé sur une civière à l'urgence, j'entendais chuchoter autour de moi: y'è beaucoup trop écopé, aucun médecin ne parviendra à le rescaper.

J'ai cru à mes chances de survivre en entendant une voix dans un haut-parleur: monsieur, arrêtez de vous croire mort et allez à la salle de bain, votre prostate vieillissante va déborder.

C'était vrai. Quant j'ai repris contact avec la réalité, la sueur commençait à me couler sur le bas du corps...

Non mais, quel rêve de fou! En passant, Beckham à Montréal, c'est en fin d'après-midi.

///////

Restons à l'unité des polytraumatisés. Après presque 90 jours de confrontations verbales et d'échange de coups dans cette crise étudiante, constatez-vous comme moi que le Québec souffre d'une sévère fracture ouverte, aggravée par une plaie infectée?

Je ne voudrais pas m'attirer les foudres du chatouilleux Collège des médecins du Québec pour vous avoir livré un diagnostic sans permis de pratique, mais c'est d'une telle évidence que je ne vois pas comment un orthopédiste ou un neurologue chevronné pourrait en arriver à une conclusion différente.

Prenez juste la journée d'hier. Dans toute négociation, le moment charnière, c'est le vote sur les offres. Comment la CLASSE a-t-elle pu annoncer un résultat provincial sans attendre que son « syndicat local », l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke ait voté?

Tout en admettant que le résultat de Sherbrooke n'a rien changé, après avoir accordé assez d'importance à la valeur d'une assemblée étudiante pour justifier le boycott des cours durant des semaines au Cégep et pour refuser par la suite d'appliquer une injonction, comment peut-on ensuite en faire une simple formalité?

Pas nécessaire cette fois-ci de lever les cours, avaient convenu la direction et les leaders étudiants. De toute façon, la banque de temps est épuisée et on se concentre maintenant sur la fin du calendrier scolaire.

Des arbitres externes juge-

ront dorénavant à l'avance de la valeur qualitative d'une offre pour déterminer dans quel cadre les étudiants seront invités à l'évaluer?

Quelques centaines de cégépiens de Sherbrooke seulement ont donc voté symboliquement hier à main levée, évidemment contre les offres. De toute façon, il y aura un référendum cette semaine sur une possible relance des moyens de pression. L'arrangement semble convenir également au syndicat des profs.

« La survenue d'une infection peut obliger à intervenir de nouveau. »

Reproduisez le modèle dans deux, dix ou quarante institutions, c'est le fonctionnement de notre saine démocratie? Pareille irrigation des vaisseaux sanguins annoncerait des risques élevés d'anévrisme.

Parlons de la fracture sociale, la brisure entre la façon d'exercer le pouvoir et la conception qu'en ont les citoyens. Un gouvernement qui passe son temps à consulter fait juste écouter.

Quand il décide et que ça deplaît, c'est qu'il n'a écouté personne. Quoiqu'il fasse, il prend toujours la mauvaise décision.

C'est probablement ce qui nourrit l'exaspération du premier ministre Charest et qui a fait perdre les pédales cette semaine à l'ancien ministre de l'Éducation, Pierre Reid.

Présentez-vous à l'urgence avec une très vilaine toux et on insistera pour que vous portiez un masque. Pourquoi faut-il répéter à un politicien qu'il devrait sagement s'imposer la même ligne de conduite au lieu d'étendre la contamination?

Dans l'encyclopédie médicale en ligne voici la recommandation pour traiter une fracture ouverte. D'abord, nettoyer soigneusement le foyer de la fracture pour éliminer les fragments d'os qui sont source potentielle de contamination. Suit l'étape de la stabilisation avec des vis, des plaques, un plâtre ou un carcan, pour favoriser une saine reprise.

« La survenue d'une infection peut obliger à intervenir de nouveau pour traiter le foyer infectieux », prend-on soin d'aviser.

Sont-ce les précautions prises et la vigilance exercée? Pas étonnant que le patient tarde à prendre du mieux.

AUDIENCES DU VERMONT PUBLIC SERVICES BOARD

Stanstead obtient le statut d'intervenant

JEAN-FRANÇOIS GAGNON
jean-francois.gagnon@latribune.qc.ca

MAGOG — Le Vermont Public Services Board a finalement accordé le statut d'intervenant officiel à la Ville de Stanstead dans le cadre des audiences qu'elle mène au sujet d'un projet d'installation de deux hautes éoliennes qui verraient le jour dans la municipalité de Derby, aux États-Unis.

La Ville de Stanstead s'était

adressée au Vermont Public Services Board, instance décisionnelle dans ce dossier, pour obtenir ce statut d'intervenant officiel il y a quelques semaines déjà. N'ayant pas eu la réponse qu'il espérait de la part de l'organisme au départ, le maire Philippe Dutil semblait craindre qu'on ignore la demande de sa municipalité.

« L'organisme a rajouté une période pour les audiences. Quand il sera rendu

à nous entendre, on sera là. C'était important pour nous d'avoir le droit de faire valoir notre point de vue. Par contre, l'idéal ce serait que le projet tombe à l'eau tout simplement », confesse M. Dutil.

D'ailleurs, le maire croit possible que le promoteur, *Encore Redevelopment*, abandonne la partie dès les prochains jours. Les élus de Derby pourraient en effet voter en majorité

contre le projet lundi soir et provoquer son abandon.

« Chad Farrell avait dit dans les dernières semaines qu'il ne voudrait pas concrétiser son projet dans une municipalité qui serait opposée », rappelle Philippe Dutil.

À ce sujet, plus tôt cette semaine, un citoyen farouchement opposé au projet d'Encore Redevelopment, Jean-François Nadeau, a eu l'occasion de s'entretenir au téléphone avec deux

représentants de cette compagnie, son grand patron, Chad Farrell, ainsi qu'un investisseur, Nick Richardson.

Selon les informations transmises par M. Nadeau, la compagnie américaine évalue présentement toutes ses options, sentant probablement le tapis lui glisser sous les pieds. *La Tribune* a tenté en vain de parler à Chad Farrell en début de semaine. Il n'a jamais donné signe de vie par la suite.

6 La Tribune - Sherbrooke samedi 12 mai 2012

C'est le retour des événements

En vedette le 17 mai

bolle & SERENGETI EYEWEAR

Journée SOLAIRE à venir :

24 mai

Nike / Lacoste / Calvin Klein / CK

Tirage de prix de présence et autres promotions sur place

100\$ + 50\$

de rabais + de rabais

à l'achat de lunettes solaires avec prescription. sur les solaires sans prescription.

ET NOUS PAYONS LES TAXES!

ESP
ACE
VUE

2005, rue King Ouest
Sherbrooke (Qc) J1J 2E6

819 562-7095

espacevue.ca

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com US/Can: 1 877 880 4040 Intern: 800 636 6364
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

CÉGEP DE SHERBROOKE

Les étudiants rejettent l'entente



MAÎTRE VENDEUR 2011

Marc s'est un fois de plus classé au niveau national pour mériter le titre de maître vendeur 2011

Marc Lessard

Vous désirez un nouveau véhicule neuf ou d'occasion, c'est la personne à rencontrer! Il saura vous écouter et vous conseiller pour l'achat ou la location avec humour et amitié.

Pour le rejoindre : 819 564-8909

Félicitations Marc et bon succès en 2012!

Gilles Beaucage
Président directeur général

PRECISION ACURA
SHERBROOKE



4900, boul. Bourque, Sherbrooke 819 564-8909
precisionacura.ca groupeprecision.ca

MÉLANIE NOËL

melanie.noel@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Les étudiants du Cégep de Sherbrooke ont à leur tour rejeté majoritairement l'offre du gouvernement et ils ont voté pour la tenue d'un référendum sur la reconduction d'une grève générale illimitée. Ces décisions ont été prises à la suite d'un vote à main levée lors de l'assemblée générale qui se tenait, hier midi, à la Salle Alfred-DesRochers.

« C'est sans surprise que l'assemblée générale a rejeté l'entente de principe offerte par le gouvernement à environ 90 à 95 pour cent, selon mon estimation. On a ensuite été mandaté d'organiser un référendum de 48 heures sur la reconduction d'une grève générale illimitée qui serait symbolique puisque l'injonction demeure en vigueur », relate la porte-parole de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AECS), Catherine Boudin qui estime que plus de 400 étudiants ont participé aux votes.

Pour deux principales raisons, les étudiants considèrent que l'offre du gouvernement était inacceptable.

« L'offre ne touche pas les frais de scolarité. Au contraire la hausse est plus importante si on l'étale sur 7 ans. Nous ne sommes pas en grève à cause des frais afférents. De plus, nous avons seulement 8 votes sur 18 au sein du comité qui serait créé pour parler de la mauvaise gestion des universités. Un comité qui, par-dessus tout, n'a aucun pouvoir décisionnel », révèle Mme Boudin.

Dans les faits, le résultat du référendum ne devrait pas influencer la fin de la session. « Selon ce qui est légalement permis et selon les recommandations du conseil exécutif, même si les étudiants votent pour la grève, les cours seront maintenus puisque l'injonction l'oblige. Ce serait le meilleur des deux mondes,

car on aurait nos cours, mais on démontrerait notre opposition au gouvernement en étant symboliquement en grève », a expliqué la coordonnatrice de l'AECS, Amélie Guilbault.

À savoir si certains étudiants pourraient bloquer l'accès au cégep, la coordonnatrice est claire. « Le conseil exécutif s'y oppose, mais la décision individuelle des membres reste incontrôlable. »

La direction du cégep a confiance que le calendrier modifié des cours sera respecté, selon la conseillère en communication Guylaine Fiset.

Afin de planifier la tenue du référendum, les membres de l'AECS devront rencontrer les membres de la direction qui fournira les locaux. Ce référendum pourrait se tenir des lundi et mardi prochain de 8 h à 22 h.

Les carrés rouges partagés

« Personnellement, je trouve inutile de tenir un vote pour une grève alors qu'on a déjà des problèmes à terminer la session. Même si je considère que l'offre du gouvernement n'est pas favorable aux étudiants et que je suis contre la hausse des frais de scolarité, je crois que je voterai contre la grève. Je préfère retourner en classe et éviter le désastre, même si j'espère toujours qu'il y ait une entente entre les parties », a révélé l'étudiante en sciences humaines Erika Gosselin.

De son côté, Jessica, une étudiante en accueil et intégration, est déchirée. « Je suis dans un programme contingenté et j'ai peur que ma cote R soit affectée. Je voterai pour la reconduction de la grève. Mais si les cours ne sont pas levés, j'y assisterai. »

En début d'assemblée générale, les étudiants ont voté pour l'exclusion des médias. Les commentaires ont donc été recueillis à la sortie de ladite assemblée.

Les plantes et fleurs artificielles au jardin

STYLE et DISTINCTION

SANS ENTRETIEN TOUT L'ÉTÉ

Gagnez une paire de billets pour **Maxime Landry***
* Voir détails en succursale

3025, rue King Ouest
(Les Tourelles) Sherbrooke
veronneau.com / 819 791-2888

Veronneau
PLANTES & DÉCORS

CÉGEP DE SHERBROOKE

Le calendrier scolaire modifié est disponible

MELANIE NOEL
melanie.noel@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Le calendrier scolaire modifié du Cégep de Sherbrooke pour les sessions hiver 2012 et automne 2012 est maintenant disponible sur le site internet de l'établissement.

Les cours de la session actuelle se termineront le 22 juin et la reprise intensive des cours s'échelonnent sur cinq semaines, soit de la semaine du 14 mai à celle du 14 juin. « La période de cours intensifs est concentrée du lundi au jeudi, donc les fins de semaine ne seront pas affectées comme le craignaient plusieurs étudiants », révèle la conseillère en communication du cégep, Guylaine Fisetite précisant que la pondération fixe de chacun des cours a été respectée.

La session d'automne commencera une semaine plus tard, soit le 27 août. « On récupérera cette semaine en enlevant trois jours d'études et d'encadrement et en terminant la session le 21 décembre au lieu du 19 comme c'était d'abord prévu », explique Mme Fisetite en soulignant que les étudiants auront ainsi neuf semaines de vacances estivales comparativement aux treize semaines habituelles.

Le conflit étudiant n'aura aucun impact sur le calendrier scolaire de la session d'hiver 2013.

« La commission des études et le conseil d'administration ont voté unanimement pour l'adoption de ce calendrier et des étudiants font partie de ces deux regroupements », assure la conseillère en communication du cégep.



Les étudiants du Cégep de Sherbrooke ont rejeté par une forte majorité à main levée l'offre du gouvernement, hier, lors d'une assemblée générale qui se tenait à la salle Alfred-DesRochers.

RESTAURANT DEMERS
Salons privés
La terrasse est ouverte
Bonne fête des Mères
819 564-2811

ECONO SPORTS

5 jours seulement

NOUS PAYONS LES TAXES

sur tout en magasin

**Chaussures - Vêtements - Soccer - Raquettes
- Patins roues alignées - Golf - Vélos**

Même sur les produits en rabais

ECONO SPORTS
econosportsherbrooke.com
1495, rue King Ouest, Sherbrooke 819 346-4050

f

Vivez L'EXPÉRIENCE
Prix • Choix • Qualité

H GREGOIRE
LE MÉGACENTRE AUTO DU CANADA
ESTRIE

CarProof
RAPPORTS HISTORIQUES DE VÉHICULES

Tous nos véhicules possèdent l'historique complet CarProof. Demandez-la!

Une assurance de crédit. Financement à partir de 1.9% sur véhicules sélectionnés pour un montant maximal de 12 000 \$ et un maximum de 20 000 \$ sur durée de 24 mois pour les véhicules utilisés. Taux de 1.9% sur financement de 36 mois et 4.99% sur 60 mois. Peut être sujet à changement sans préavis.

MAINTENANT FINANCEMENT

À PARTIR DE **1.9%**

SUR VÉHICULES SÉLECTIONNÉS
OUVERT 7 JOURS SUR 7

2390 rue Sherbrooke, Magog 819 843-1122

Sherbrooke samedi 12 mai 2012 - La Tribune 9

BOMBES FUMIGÈNES DANS LE MÉTRO DE MONTRÉAL

Les suspects se livrent à la police

VINCENT LAROUCHE

MONTRÉAL — Quatre suspects, incluant une exécutante de l'Association des étudiants en sociologie de l'UQAM, se sont livrés à la police hier en lien avec l'affaire des engins fumigènes qui ont paralysé le métro jeudi.

Les quatre sont âgés dans la vingtaine. Il s'agit de Roxanne Belisle, Vanessa L'Écuyer, François-Vivier Gagnon et Geneviève Vaillancourt.

Cette dernière occupe depuis septembre dernier le poste de secrétaire aux affaires externes et internes de l'Association des étudiants en sociologie de l'UQAM, selon les registres officiels. En janvier, elle s'est fait élire sur le comité « maintient et élargissement de la grève » de la CLASSE, dont fait partie son association.

Il n'a pas été possible de confirmer hier soir si elle s'implique toujours dans ce comité. Un de ses proches a affirmé à *La Presse* qu'il ne la voit plus beaucoup depuis le déclenchement de la grève.

Sans vouloir donner de détails sur ses clients, l'avocate des accusés, Me Veronique Robert, confirme que tous ont été placés en état d'arrestation pour méfait de plus de 5000 \$ et complot pour méfait. Ils se sont livrés au Centre opérationnel sud de la police de Montréal vers 16h30 après s'être reconnus sur les images diffusées par la police.

« Ils n'étaient pas en fuite. Ils ont eu un petit moment de panique ou d'incertitude et c'est pour ça qu'ils ont appelé une avocate », explique Me Robert.

Les suspects ont été interrogés par des enquêteurs et demeurent détenus en attendant leur comparution devant un juge.

Rappelons que des personnes ont jeté trois engins fumigènes sur les rails du métro à l'heure de pointe jeudi, ce qui a paralysé tout le réseau pendant près de trois heures.

Un témoin aurait filmé certains des suspects. La police l'a rencontré et il a fourni une déclaration sous serment.

Un lien vite fait

Dès jeudi, les policiers ont reçu beaucoup d'informations du public. Ils ont vite fait le lien avec un petit nombre de militants étudiants radicaux reconnus sur les photos.

L'enquête, entamée à l'origine par la section des incendies criminels, a été confiée aux enquêteurs du Centre opérationnel



LA PRESSE, MARCO CAMPANAZZI

Les policiers ont mené une perquisition hier matin dans un logement du quartier Hochelaga-Maisonneuve où résident deux des suspects, François-Vivier Gagnon et Vanessa L'Écuyer. Ces militants étudiants de l'UQAM étaient alors absents, mais ils se sont par la suite rendus aux autorités.

sud, qui coordonnent la réponse au mouvement de contestation depuis plusieurs semaines.

Les policiers ont ensuite mené une perquisition hier matin dans un logement du quartier Hochelaga-Maisonneuve situé à l'angle de la rue Sainte-Catherine et de l'avenue Letourneau.

Deux des suspects, François-Vivier Gagnon et Vanessa L'Écuyer, militants étudiants issus eux aussi de l'UQAM,

habitent cet endroit depuis quel que temps. Ils étaient absents lors de la visite des policiers.

Le premier est étudiant au baccalauréat en sociologie. Il avait été arrêté dans le cadre de l'occupation du cégep du Vieux Montréal, au début de la grève. La seconde militait au sein du groupe Force étudiante critique, qui reproche à la CLASSE et aux fédérations étudiantes d'être trop modérées.

Les policiers sont sortis de

l'appartement avec quelques boîtes de matériel saisi. Ils ont refusé de dire sur quoi ils ont mis la main. « Je ne vais pas faire l'enquête dans les médias », a tranché le commandant Ian Lafrenière, porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal.

La police précise que les suspects identifiés sont liés aux événements qui se sont produits dans une seule station, Lionel-Groulx. Les policiers cherchent toujours à en savoir plus sur ce qui est survenu aux stations Jean-Talon et Préfontaine. Ils sont certains que plusieurs

complices sont toujours au large. « Il y a encore beaucoup d'informations qui nous arrivent, on n'écarte pas la possibilité qu'il y ait d'autres arrestations à venir », indique le commandant Lafrenière.

Par ailleurs, *La Presse* a révélé hier que les policiers croyaient avoir identifié une troisième étudiante de l'UQAM, Emilie Cloutier-Morin, dans le groupe. Or, celle-ci ne fait finalement pas partie des quatre suspects qui se sont reconnus sur les photos. Elle a nié vigoureusement toute implication dans l'affaire des bombes fumigènes. (La Presse)

EN ROUTE VERS UNE POLITIQUE DU PATRIMOINE CULTUREL SHERBROOKOIS



VENEZ DISCUTER DU PATRIMOINE CULTUREL SHERBROOKOIS LORS DE L'UNE DE CES TROIS SOIRÉES DE CONSULTATION PUBLIQUE :

LUNDI 28 MAI, 17 h

Bureau d'arrondissement de Lennoxville
150, rue Queen

MARDI 29 MAI, 19 h

Salle du Parvis
987, rue du Conseil

MERCREDI 30 MAI, 19 h

Hôtel Le Président, salle Jacques-Cartier
3535, rue King Ouest

Consultez les documents portant sur *L'état de la situation du patrimoine culturel sherbrookois* au sherbrooke.ca/patrimoineculturel

Ville de
Sherbrooke



Sherbrooke samedi 12 mai 2012 - La Tribune 13

UN REGARD VERT SUR VOTRE ENVIRONNEMENT



**Bruneau
& Fils inc.**

- Traitement de pelouse, arbres et arbustes
- Gestion des insectes et des mauvaises herbes



5\$ de rabais

Aération de votre pelouse

1 coupon par promotion
Applicable à l'achat de 5,5 litres de produit

5\$ de rabais

Traitement de chaux avec calcium pour votre pelouse

1 coupon par promotion
Applicable à l'achat de 5,5 litres de produit

819 846-4017

www.bruneauetfils.com

2043762

REMORQUES **LAROUCHE**

LOCATION - VENTE

Toutes grandeurs ouvertes ou fermées

www.remorqueslarouche.com
819 846-2622



**PIERRE-YVON
BÉGIN**
ÉDITORIAL

pybegin@latribune.qc.ca

Une aiguille dans une botte de foin

Une quinzaine de seringues souillées de sang humain ont jusqu'ici été retrouvées dans différents commerces de Sherbrooke. De toute évidence, elles ont été dissimulées volontairement dans des poches de pantalons dans le but de porter atteinte à la santé d'autrui. Non, mais quelle affaire! D'un machiavélisme indescriptible, cette histoire donne froid dans le dos.

Heureusement, cet acte criminel abject n'a entraîné aucune conséquence irréversible, même si quatre personnes ont été piquées jusqu'à maintenant et doivent suivre des traitements préventifs. Ces victimes doivent cependant vivre des heures d'angoisse indescriptible en attendant d'obtenir la certitude de ne pas avoir contracté de maladie grave. Comme le démontre la brève enquête effectuée par *La Tribune*, les employés de magasins de vêtements vivent également des moments d'inquiétude, étant particulièrement exposés.

Différents établissements, Hart, Zellers, Intersport, tant au Carrefour de l'Estrie qu'aux Galeries Quatre-Saisons, ont été la cible du désaxe, car il s'agit bien de l'œuvre d'un désaxe du pire acabit. Comment peut-on sciemment chercher à infecter ses semblables, à moins d'être profondément trouble? Quel que soit le mobile, vengeance, terrorisme ou autre, le geste est répugnant. Pour l'instant, toutes les hypothèses sont envisagées.

Les propriétaires de boutiques et responsables de centres commerciaux ont raison de prendre l'affaire très au sérieux. Le Service de police de Sherbrooke semble également y accorder la plus haute importance, ayant affecté un enquêteur à temps complet. Les autorités ont aussi invité le public à ouvrir l'œil. Malgré leur bonne volonté et tous les moyens techniques à leur disposition, elles sont bien conscientes qu'elles n'arriveront pas à pincer le malfaître facilement. Une vendeuse a bien résumé la situation en disant que c'est

comme chercher une aiguille dans une botte de foin.

En ce sens, le public peut jouer un rôle capital, car le moindre indice, aussi anodin semble-t-il, peut conduire à l'arrestation de la canaille. Malgré ses précautions, l'auteur de ces crimes commettra forcément une erreur.

À ce propos, l'exemple du colonel Russell Williams est particulièrement révélateur. Commandant de la base militaire de Trenton, celui-ci était au-dessus de tous soupçons. Pilote chevronné, il a même conduit les têtes couronnées et le premier ministre du Canada. Il a pourtant été épinglé grâce à la vigilance de simples citoyens.

Rappelons les faits. En février 2010, le colonel Williams est arrêté pour le meurtre de Jessica Lloyd, une jeune femme de 27 ans. La nuit du crime, des passants notent la présence étrange d'un véhicule utilitaire dans un champ à proximité de la résidence de la victime. Ils n'y accorderont pas d'attention jusqu'au moment de tomber sur une battue afin de retrouver la jeune femme portée disparue. C'est à ce moment qu'ils révéleront aux policiers la présence suspecte du véhicule, aperçu quelques jours plus tôt.

Les services d'identité judiciaire ont eu tôt fait de relever les empreintes de pneus du véhicule. Au cours de barages routiers subséquents, les policiers ont réussi à identifier le véhicule de Williams grâce à ces empreintes. Le colonel venait de tomber dans le panneau. Prédateur sexuel, Russell Williams a également été reconnu coupable du meurtre de la caporale Marie-France Comeau, ainsi que de 80 cambriolages, principalement de lingerie féminine.

Sans la contribution du public, Russell Williams courrait peut-être toujours. Une ou des personnes désaxées menacent aujourd'hui la communauté sherbrookoise. Il ne sera pas facile de les démasquer. Seules, les autorités y parviendront à grand-peine. Le moindre indice, aussi minime soit-il, leur sera d'un précieux secours.



hervephilippe@videotron.ca

Droits réservés

TRIBUNE LIBRE

Quand les derniers garde-fous sautent

Le gouvernement libéral se targue d'être à l'écoute de la population. Dans ce cas, comment expliquer son attitude opiniâtre face aux cris du cœur des centaines de milliers de manifestants l'invitant fortement à s'asseoir en toute bonne foi avec les représentants des mouvements étudiants? Un gouvernement élu ne devrait-il pas représenter l'ensemble de ses citoyens?

Si ce gouvernement avait su gérer la crise convenablement en acceptant le dialogue, nous ne serions pas témoins de la polarisation des positions ni des sérieuses tensions qui minent le débat sur la question des frais de scolarité.

Rappelons-nous d'ailleurs que la discussion au sujet des droits de scolarité est engagée depuis plusieurs décennies au Québec et que les différents gouvernements qui se sont succédés l'ont toujours abordée avec circonspection et respect. Pourquoi n'en va-t-il pas de même cette année?

Allons plus loin, que vaut une démocratie dans un contexte quotidien d'affrontement entre des

espaces démocratiques étudiants, l'intervention législative et administrative, les forces de l'ordre, les politiciens et une partie de la population?

Pour les organismes communautaires issus d'un besoin d'une communauté et nés d'un élan démocratique local devant une majorité silencieuse, ce manque d'écoute est inacceptable. Chaque organisme communautaire porte en lui l'idéal démocratique en préservant des espaces pour l'exercice de la citoyenneté.

Cet idéal est notamment remis en question par la judiciarisation du présent conflit social et politique, fortement encouragée par le gouvernement.

Le recours aux injonctions individualise la question en opposant le droit individuel aux assemblées générales du mouvement étudiant.

Dans ce litige, que l'on soit pour ou contre la hausse des frais de scolarité, les concepts de la vie démocratique exigent qu'ils soient défendus, car l'existence même des organismes d'action communautaire repose sur le pouvoir conféré aux assemblées

générales. Les multiples injonctions accordées ces temps-ci risquent de freiner la volonté de la société civile à poser des actions citoyennes et contribuent à l'affaiblissement des différents mouvements de grève.

Rappelons-nous que les débrayages furent un moyen utilisé par les mouvements sociaux et syndicaux afin de créer un rapport de force nécessaire à l'évolution la société québécoise.

Nous invitons la population à s'indigner devant cette judiciarisation des débats publics, notamment en participant aux actions organisées par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.

Sandy Tremblay

pour la Table ronde des organismes volontaire d'éducation populaire de l'Estrie (TROVEPE)

Christian Bibeau et Pierre-Philippe Lefebvre

pour le Regroupement des organismes de communautaire de l'Estrie (ROC-Estrie)

20 La Tribune - Sherbrooke samedi 12 mai 2012

La difficile équation austérité-relance!

KHALID ADNANE

ANALYSE

La crise dans la zone euro s'éternise depuis plus de deux ans, mais l'arrivée de François Hollande à l'Élysée rallume une lueur d'espoir et peut s'avérer un tournant dans la gestion de cette crise. Contrairement à son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, et à la chancelière allemande, Angela Merkel, M. Hollande (du parti socialiste) veut rompre avec ce qu'il a qualifié d'obsession de la rigueur budgétaire et de fatalité de l'austérité et miser plutôt sur la croissance économique et les politiques de relance pour sortir la zone euro de sa torpeur.

Son argument de choix sera le bilan économique désastreux des pays fragiles de la zone (Portugal, Irlande, Italie, Grèce et Espagne) qui avaient accepté le remède de l'austérité radicale. En effet, les politiques mises de l'avant depuis plusieurs mois maintenant, censées redresser la situation budgétaire et économique de ces pays, n'ont finalement fait que les enfoncer davantage dans un profond cercle vicieux d'austérité-récession.

Une cure sévère et peu efficace

Un cas patent est celui de la Grèce qui, malgré plusieurs plans d'austérité, continue de sombrer profondément dans la récession. Ce pays a en effet perdu 20 % de sa richesse nationale depuis cinq ans et l'on prévoit que le PIB chutera encore de 5 % en 2012.

Même chose du côté du Portugal qui, un an après avoir opéré des coupes sévères, notamment en éducation et en santé ainsi que dans les régimes de retraite, a vu son endettement augmenter au lieu de baisser : la dette du Portugal qui représentait 93 % du PIB en 2010 est revenue à environ 110 % et atteindra 115 % en 2013.

Par ailleurs, l'Espagne

vit sous tension depuis des mois avec des manifestations populaires quotidiennes, et ce, malgré un changement de gouvernement et l'arrivée des conservateurs au pouvoir. Le PIB ne cesse de se contracter et le taux de chômage culmine à plus de 24 % (50 % chez les moins de 25 ans), le plus haut taux de toute l'Union européenne. Ce n'est pas pour rien que ce pays vient de subir une autre dégradation de sa cote de crédit par l'agence de notation *Standard & Poor's*. Avec une cote de BBB+, les obligations espagnoles seront bientôt à la limite des obligations pourries « junk bonds » cotées à BB+, alors qu'il y a trois ans à peine, elles bénéficiaient d'une note triple A.

Pour sa part, l'Italie ne va guère mieux depuis le départ de Silvio Berlusconi. Il y a quelques semaines, le gouvernement italien a annoncé qu'en raison de l'aggravation de la récession au pays, le retour à l'équilibre budgétaire ne se fera pas avant 2015, deux ans plus tard que prévu. Enfin, l'Irlande, après sept budgets consécutifs d'austérité, n'est toujours pas tirée d'affaire. Le niveau de sa dette demeure très élevé et le taux de chômage est stagnant à presque 15 %.

Un paradigme largement contesté

Pourtant, ces programmes d'austérité ont été critiqués par plusieurs observateurs réputés, et ce, depuis quelques mois déjà. Tous expriment la même inquiétude : un dosage inadéquat dans l'application de ce remède ainsi qu'une absence totale de mesures qui devraient l'accompagner finiront par asphyxier éternellement les économies de ces pays fragiles. Loin d'être une question idéologique, c'est une simple question de logique économique. Une logique qui a été exprimée de manière éloquente par M. Hollande lors du débat télévisé opposant à M. Sarkozy : le corollaire



AFP, JACQUES DEMARTHON

François Hollande arrive à l'Élysée avec une autre approche de la gestion de la crise dans la zone euro.

d'une activité économique au ralenti ou en baisse est nécessairement un coffre de l'Etat plus dégarni (à cause des entrées fiscales moindres) et des finances publiques encore plus mal en point!

Joseph E. Stiglitz et Paul Krugman — deux prix Nobel d'économie — ont aussi exhorté à maintes reprises les pays européens, l'Allemagne notamment, de repenser ces politiques d'austérité qui plombent la croissance économique des pays « en convalescence ». Même que Krugman n'a pas hésité à qualifier cette obsession pour la discipline et l'orthodoxie budgétaires si chères à l'Allemagne, de « suicide économique » de toute la zone euro.

Par ailleurs, dans sa dernière publication, *Rapport sur le travail dans le monde 2012*, l'Organisation internationale du travail revient sur les politiques d'austérité mises en place depuis la crise des dettes souveraines et dénonce leurs conséquences. Celle-ci constate que « la dégradation de la situation illustre le piège que représente l'austérité pour les économies avancées, et tout d'abord pour l'Europe [...] Dans les pays qui ont poussé le plus loin l'approche austérité-plus-dérégulation, principalement ceux de l'Europe du Sud, la situation de l'économie et de l'emploi a continué à se dégrader et les mesures adoptées n'ont pas non plus réussi à stabiliser

leur position budgétaire [...] ».

Enfin, même le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, y est allé d'une sortie surprenante en déclarant le 25 avril dernier : « Nous avons un pacte budgétaire », faisant référence au Traité signé le 1er mars dernier et dont le pilier est la fameuse règle d'or budgétaire. Mais, il faudrait maintenant en faire un pacte de croissance ».

Un consensus, oui, mais...

En ce sens, M. Hollande sait qu'il se dégage clairement aujourd'hui un large consensus autour de la nécessité de briser cette spirale infernale austérité-récession et de retrouver le chemin de la croissance. Dans cette optique, sa première tâche, relativement facile, sera de convaincre Mme Merkel (et les marchés aussi) qu'il est possible de trouver le bon équilibre entre le devoir de l'assainissement budgétaire et celui de la relance économique. Sa deuxième, plus ardue, sera de convenir des modalités et des paramètres pour y arriver.

Or, c'est là que les choses risquent de se compliquer quelque peu. En effet, s'il y a un enseignement à tirer de la réalité de la zone euro depuis des mois, c'est que l'unité autour des principes généraux laisse souvent et rapidement place à la division dès lors qu'on commence à préciser les actions à prendre et surtout, à en mesurer les conséquences pour chacun des partenaires.

Lors du prochain Sommet européen qui aura lieu les 28 et 29 juin prochains, M. Hollande aura l'occasion de prendre connaissance de cette réalité assez rapidement et de réaliser que bien souvent « le diable est dans les détails »!

Khalid Adnane est économiste et professeur à l'École de politique appliquée et au Département d'histoire de l'Université de Sherbrooke.

TRIBUNE LIBRE

Tenez bon, Mme Beauchamp

Madame Line Beauchamp, Ministre de l'Éducation,

Quel courage vous manifestez depuis ce long conflit!

Consciente du vrai problème, vous ne vous laissez pas atteindre par le mélèze des demandes aussi farfelues les unes que les autres. On le sait, une seule réalité est sous-jacente à ce conflit : faire tomber votre gouvernement!

Une petite poignée de leaders syndicaux, soutenus par leurs associations, appuyés par certains dirigeants du Parti québécois qui osent porter le « carré rouge », tentent d'influencer le peuple, et privent les étudiants responsables du droit à leurs cours.

Oui, les foules de manifestants

semblent nombreuses dans nos rues, mais les étudiants respectueux de l'ordre sont infiniment plus nombreux. Ceux-là seront au travail cet été, ils gagneront des sous pour subvenir à leurs besoins. Ils pourront enseigner à leurs enfants les valeurs de respect, de l'ordre et de l'assiduité au travail. (...)

Enfin il me semble que, plutôt que de vouloir diriger la province, ces « petites têtes fortes » auraient intérêt à retourner à leurs cours. Des personnes compétentes sont capables de gérer la situation. Merci, Madame Beauchamp, merci, Monsieur Charest, Tenez bon, nous avons besoin de leaders comme vous.

Monique Audet
Sherbrooke

Une leçon de démocratie

Aujourd'hui, il nous faut saluer bien haut le mouvement étudiant qui vient rompre avec la triste monotonie quotidienne d'une société qui se complait dans une soumission inconsciente face à ses dirigeants, et c'est au Québec que ça se passe. Enfin un réveil démocratique!

Ils se font traiter de syndicalistes passés date, d'enfants gâtés, de rejets de baby-boomers, d'inconscients et même de communistes : ils sont toujours debout!

Ils se font frapper ou poivrer par une police qui n'a jamais lésiné sur les moyens pour se faire entendre et eux, ils sont toujours debout!

Ils se font flouer par le premier ministre et sa ministre de l'Éducation

qui cautionnent le gaspillage des universités et qui refusent de négocier, mais ils tiennent bon.

Contre vents et marées, ils proposent un choix de société qui rendrait le Québec meilleur et plus performant avec l'accessibilité pour tous à l'école, obligeant ainsi le gouvernement à purifier ses finances publiques et à mettre les priorités et l'argent à la bonne place.

Et ce, pour ainsi remettre enfin la province sur les rails de la réforme et du progrès.

Voilà un vrai choix de société! Nous ne pouvons que les envier.

Marc Boulianne
Sherbrooke

Sherbrooke samedi 12 mai 2012 - La Tribune 21

HAUSSE DES FRAIS DE SCOLARITÉ

Au tour des enfants de manifester

JÉRÔME GAUDREAU

jerome.gaudreau@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — « Je manifeste pour ne pas que le gouvernement hausse les frais de scolarité, parce que ça va coûter plus cher à mes parents quand je vais être à l'école et quand ma mère y retournera! »

Ces paroles sorties tout droit de la bouche d'un enfant de neuf ans, la petite Orfée, donnaient le ton à la manifestation survenue samedi après-midi dans les rues du centre-ville de Sherbrooke.

Invitées à participer à ce rassemblement pacifique, des dizaines de familles étaient présentes devant l'hôtel de ville dans le but de dénoncer la prochaine hausse des frais de scolarité annoncée par le gouvernement libéral de Jean Charest.

« Moi, je veux devenir astronaute, lance Ulysse McKay, âgé de huit ans. Et je fais comme mon papa! Je dis non à la hausse! »

« Ça va nous coûter cher en frais de scolarité s'il garde les mêmes ambitions, répond sa mère Annissa Laplante en riant. De notre côté, on tenait à être présents pour faire notre part dans ce mouvement de protestation. »

Le petit garçon n'était pas seul à brandir bien haut sa pancarte au carré rouge. Au total, environ 120 personnes ont répondu à l'appel des



Des gens de tout âge composaient le peloton de quelque 120 marcheurs lors de la manifestation familiale organisée samedi à Sherbrooke dans le but de protester contre la prochaine hausse des frais de scolarité.

finissants en sciences naturelles et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke.

D'ailleurs, afin de donner une touche plus familiale à l'événement, ce n'est pas une large banderole rouge au slogan provocateur qui ouvrait la parade, mais bien une rangée de poussettes.

Même les paroles de chansons chantées par les manifestants, jeunes ou vieux, étaient adaptées aux enfants : « Saute, saute saute, si t'es contre la hausse! Marche, marche, marche, pour ton éducation! »

Les parents s'expriment

Mère de quatre enfants, Myelle De Serres n'a pas hésité avant de répondre à l'invitation lancée par les organisateurs sur les réseaux sociaux.

« Ce n'est pas seulement l'étudiant actuel qui paiera la note, mais aussi les jeunes enfants et leurs parents plus tard. D'ici quinze ans, mes quatre filles de deux, cinq, six et huit ans seront toutes rendues aux études post-secondaires et nous serons directement touchés par la hausse. C'est un problème auquel doivent s'intéresser toutes les générations. Pas seulement les étudiants », croit Mme De Serres.

« Il faut avouer que cette manifestation familiale donne une meilleure image que celle projetée lors des

manifestations violentes à Victoriaville », ajoute son conjoint Martin Robinson.

Père d'un enfant d'un an et d'un second de quatre ans, Jean-Thomas Courchesne a lui aussi profité de la splendide journée de samedi pour manifester avec sa fille et son garçon. « La participation citoyenne ne se résume pas à un vote aux quatre ans. On doit s'affirmer au quotidien. Et même si on n'avait pas donné un volet familial à la manifestation, j'aurais aussi participé à l'événement, parce que tous les rendez-vous ont été pacifiques à Sherbrooke selon moi jusqu'à maintenant. Il n'y a pas de casse! », affirme M. Courchesne.

Le convoi s'est rendu jusqu'au Marché de la gare, transformé en laboratoire de sciences par les finissants de l'Université de Sherbrooke, qui avaient réservé une surprise aux enfants : des kiosques pour jeunes en bordure du lac des Nations.

Notons que le Service de police de Sherbrooke a déploré le manque de discipline des manifestants, qui n'écoutaient pas les consignes des policiers, selon le porte-parole du SPS.

« Un de nos hommes s'est fait entourer lorsqu'il a tenté d'obtenir l'identité d'un manifestant », précise l'agent Stéphane Rioux, du Service de police de Sherbrooke.

Les étudiants remettent de la pression

DENIS LESSARD
ET PIERRE-ANDRÉ
NORMANDIN

QUÉBEC — Après une semaine de relative accalmie, les étudiants relancent leurs moyens de pression ce matin. Les discussions se poursuivent en coulisse pour tenter de sauver le trimestre, mais les enseignants préviennent que la situation ne devra pas être réglée à leurs dépens.

Les associations étudiantes avaient mis la pédale douce sur les manifestations la semaine dernière, le temps de consulter leurs membres au sujet de l'offre du gouvernement pour régler le conflit étudiant. L'entente formellement rejetée, les actions reprennent en force ce matin. « À part [les fumigènes] dans le métro, il y a eu une accalmie la semaine dernière pour permettre aux membres de voter, mais on peut s'attendre à une semaine où il y aura davantage d'actions », constate Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

L'organisation dit toujours chercher une solution pendant

que plusieurs associations membres de la CLASSE ont convié les étudiants à des rassemblements. L'Association des étudiants en droit et en science politique de l'UQAM annonce ainsi ce matin une « action de perturbation économique » baptisée « Attaquons le gouvernement ». Ses organisateurs dénoncent « un relâchement » dans les activités de perturbation et estiment que les manifestations quotidiennes de soir sont insuffisantes pour mettre de la pression sur le gouvernement.

Discussions téléphoniques

Au cabinet du premier ministre Jean Charest, le porte-parole Hugo D'Amours a soutenu que le gouvernement tentait hier de réactiver le dialogue avec les associations étudiantes. « Les scénarios de loi spéciale, on n'en est pas là », affirme-t-il.

Des sources proches de la négociation indiquent que la ministre Beauchamp a discuté par téléphone hier avec les associations d'étudiants. Le négociateur gouvernemental Pierre Pilote est en attente,

indique-t-on, et en mesure de réamorcer rapidement les négociations si les parties s'entendent pour avoir des discussions plus formellement.

La CLASSE invitée

La CLASSE affirme avoir reçu un appel téléphonique de M. Pilote en début de soirée hier, les assurant que ses représentants seraient invités advenant une rencontre. Les modalités de celle-ci n'ont toutefois pas été encore fixées.

Pour l'organisation, il s'agissait d'un premier contact avec le gouvernement depuis lundi.

« Les lignes ne sont pas fermées », soutient Léo Bureau-Blouin, de la FECQ. Celui-ci ne croit pas au scénario de la loi spéciale qui forcerait un retour en classe, même si la rumeur circule beaucoup depuis le début du conflit. « Ce n'est pas comme dans le monde du travail, ils ne peuvent pas retenir notre paye ou nous enlever notre ancienneté. Les étudiants n'ont rien, alors ils n'ont rien à perdre », explique-t-il.

Le gouvernement pourrait toujours imposer des amendes

salées aux organisations étudiantes, mais elles pourraient facilement être contournées. « On va déclarer faillite et partir sous un autre nom. Le gouvernement pourrait aussi poursuivre des individus, mais ce serait mal vu ou vu comme un abus de pouvoir de s'attaquer à de jeunes étudiants », selon Léo Bureau-Blouin.

Tous s'entendent néanmoins pour dire que le temps presse pour sauver le trimestre. Selon le porte-parole du premier ministre, certains collèges risquent de basculer cette semaine dans la liste des établissements où le trimestre ne pourra être récupéré. « D'un établissement à l'autre, la situation est différente », puisque certains sont entrés plus tard que d'autres en grève. Déjà, le trimestre est annulé au Conservatoire de musique de Montréal, rappelle Hugo D'Amours.

Léo Bureau-Blouin reconnaît qu'il devient de plus en plus difficile de ne pas annuler le trimestre en cours. « Il n'est plus minuit moins une, il est minuit et demi », constate-t-il.

Les profs prêts à négocier

La Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ), qui compte 27 000 membres, notamment dans 46 cégeps et 10 établissements universitaires, assure être prête à négocier pour tenter de sauver le trimestre si une entente devait survenir entre le gouvernement et les étudiants.

La convention des enseignants prévoit la fin de leur disponibilité le 15 juin. Des aménagements peuvent étirer cette période jusqu'au 30 juin ce qui avait été fait en 2005 lors du précédent conflit étudiant. Au-delà de cette date, des négociations sont nécessaires, ce à quoi la FNEEQ demeure ouverte.

Mais Jean Trudelle, président de la FNEEQ, lance un avertissement : pas question de régler la situation sur le dos des enseignants. Il prévient le gouvernement qu'il devra s'engager à ne pas payer le prolongement du trimestre en s'abrant la masse salariale de la prochaine année scolaire. (La Presse)

Des étudiants se lassent

PASCALE BRETON

MONTREAL — Pendant que certains étudiants jettent l'éponge, souhaitant l'annulation de leur trimestre pour mettre fin à la grève, des assemblées générales de reconduction de vote donnent lieu à des pratiques douteuses.

Les discussions qui semblent dans un cul-de-sac avec le gouvernement se répercutent dans les assemblées générales. Une recension effectuée par *La Presse* auprès d'une vingtaine d'associations étudiantes révèle que le taux de participation aux assemblées générales a chuté au cours des dernières semaines à plusieurs endroits.

Les étudiants qui s'opposent à la grève sont particulièrement absents. Depuis le début du conflit, les « rouges », les étudiants et élèves en faveur de la grève, sont beaucoup plus visibles sur la place publique que les « verts », ceux qui s'y opposent.

Co-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois ne croit pas à l'existence d'une « majorité silencieuse » opposée à la grève.

« Je ne l'ai jamais vue, ni dans les assemblées, ni dans la rue. S'il y en avait une, il me semble qu'on commencerait à la voir », dit-il.

Le problème, c'est que les « verts » ne participent pas aux assemblées, reconnaît Mathieu Dion, opposé à la grève. « Il y a un problème dès le départ : la plupart des gens qui viennent voter sont des rouges. »

Ce cégepien de 17 ans étudie au Collège de Valleyfield. Il souhaite faire entendre la voix des « verts » dans le débat. Il a d'ailleurs organisé des manifestations contre la grève au cours des derniers jours.

Travailler plutôt qu'aller voter

Après trois mois de conflit, M. Dion affirme que les étudiants opposés à la grève ont fait une croix sur leur trimestre. Ils délaissent les assemblées générales pour travailler. « Les rouges n'ont pas d'emploi », soutient le cégepien.

Les « verts » ont l'impression de perdre leur temps dans les assemblées, ajoute-t-il. Le président de l'assemblée est souvent favorable à la cause des grévistes, les débats s'éternisent pendant des heures et les étudiants qui souhaitent un retour en classe sont victimes d'intimidation parce que les salles sont remplies de « rouges ».

Michel Grant, professeur en relations industrielles à l'Université du Québec à Montréal, a du mal à expliquer pourquoi les étudiants opposés à la grève ne se rendent pas voter.



Gabriel Nadeau-Dubois

« Je ne crois pas à l'intimidation. C'est sûr que ça prend un certain courage d'aller au micro et de s'exprimer, mais c'est le cas dans n'importe quelle assemblée délibérante. Au moins, qu'ils aillent en masse et qu'ils votent. »

Reste que le taux de participation est en baisse depuis quelques semaines, tant du côté des verts que des rouges, reconnaît Valérie Morin, responsable des affaires externes à l'Association générale des étudiants de la faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke.

Avec le conflit qui s'éternise et l'été qui pointe le nez, les étudiants doivent retourner dans leur famille ou occuper un emploi d'été. À Sherbrooke,

une forte proportion des étudiants provient de l'extérieur de la ville.

« C'est vrai que le campus est un peu déserté, mais l'intensité ne baisse pas », affirme Mme Morin.

Olivier Melançon, secrétaire général de l'association étudiante du Cégep Édouard-Montpetit, ajoute que les votes se font dans les règles, même s'ils se font à main levée. La salle est divisée en sections. Un professeur, un élève des « rouges » et un des « verts » ont la responsabilité de compter les votes de leur section. Ils recomptent tant qu'ils n'arrivent pas à un consensus.

Procédures douteuses

Malgré tout, des pratiques douteuses semblent avoir cours. Quelque 120 000 des 160 000 cégepiens et étudiants en grève ne se prononcent plus sur la reconduction de la grève tant que certaines conditions ne sont pas remplies, par exemple le retour au gel des droits de scolarité.

Dans certaines associations, les étudiants qui souhaitent un nouveau vote doivent déposer un avis de motion qui sera débattu la semaine suivante. Il doit être adopté par les deux tiers de l'assemblée. Pourtant, il suffisait d'une majorité simple (50 % plus 1) pour voter la grève au départ. (*La Presse*)

Plusieurs abandons en vue

MONTREAL — L'inquiétude règne dans les cégeps et les universités quant à l'abandon de plusieurs élèves et étudiants.

Après trois mois de conflit, plusieurs ont mis une croix sur leur trimestre et n'envisagent pas de retourner en classe avant l'automne.

Pour pouvoir travailler cet été, « plusieurs étudiants opposés à la grève souhaitent maintenant une annulation du trimestre », affirme Mathieu Dion, élève au Collège de Valleyfield, qui prend la parole pour les « verts ».

Plusieurs administrations comptent surveiller de près le nombre d'abandons au terme de la grève.

C'est aussi une grande inquiétude à la Fédération des cégeps. Les élèves et étudiants qui éprouvent des difficultés d'apprentissage pourraient aussi avoir plus de mal à terminer leur trimestre.

Du point de vue pédagogique, le sectionnement du trimestre en trois blocs le début du trimestre en hiver, une reprise en juin avec des journées plus longues et une fin en août risque aussi d'entraîner des difficultés. (*La Presse*)

Concours La Tribune *Gagne ton nouveau vélo*



La Tribune, en collaboration avec
Les Bicyclettes Gingras, offre la chance à toute personne de 14 ans et plus de gagner un vélo afin de bien débiter l'été!

Valeur de 500\$

Pour gagner, rien de plus facile!



Photo à titre indicatif.

Concours *Gagne ton nouveau vélo*

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Tél. : _____

Complétez le coupon d'inscription et déposez-le directement chez **Les Bicyclettes Gingras** ou postez-le à **La Tribune** à l'adresse suivante :
Concours « Gagne ton nouveau vélo », C.p. 250, Succ. Place de la Cité, Sherbrooke (Québec) J1H 5B5

Complétez le coupon de participation et retournez-le au journal **La Tribune** avant le 30 mai midi ou déposez-le directement chez **Les Bicyclettes Gingras**.

Date du tirage : 1^{er} juin 2012

La Tribune vous souhaite *bonne chance!*

Sherbrooke lundi 14 mai 2012 - La Tribune 11



**DENIS
DUFRESNE**
ÉDITORIAL

denis.dufresne@latribune.qc.ca

Un combat justifié

Le « combat » que mène la collectivité de Stanstead contre le projet de la compagnie Encore Redevelopment d'ériger deux éoliennes dans la municipalité voisine de Derby Line, au Vermont, est pleinement justifié.

Il démontre la nécessité d'une meilleure communication entre les communautés situées de part et d'autre de la frontière canado-américaine et soulève une fois de plus le problème de l'acceptabilité sociale de tels projets.

Alors que les membres du conseil municipal de Derby Line doivent se prononcer ce soir même sur la proposition du promoteur, il apparaît inconcevable que de tels projets puissent être élaborés d'un côté de la frontière sans que les communautés voisines ne soient consultées au préalable.

Le Québec et le Vermont, après tout, sont de très bons voisins et collaborent sur plusieurs plans, notamment pour la gestion du lac Memphrémagog, ce traversant la frontière américaine.

L'érection des deux turbines à Derby Line, dont l'une serait située à 265 mètres de certaines résidences situées à Stanstead, fait craindre des conséquences négatives aux résidents, notamment un bruit excessif, la projection de morceaux de glace durant l'hiver, sans compter l'impact visuel.

Les citoyens de Stanstead opposés au projet peuvent toutefois s'estimer chanceux puisqu'ils ont l'appui de leurs élus, particulièrement celui du maire Philippe Dutil. Ce dernier a même menacé de couper l'eau aux résidences de Derby Line desservies par sa municipalité si le projet d'Encore Redevelopment reçoit l'aval des élus locaux.

De plus, le ministre des Affaires étrangères du Canada, John Baird, se dit préoccupé par ce projet.

Même l'Association québécoise de la production d'énergie renouvelable a pris le parti des opposants estimant que le promoteur

américain ne s'est pas préoccupé de l'acceptabilité sociale du projet, du moins de ce côté-ci de la frontière, et n'a pas tenu compte des normes de l'industrie éolienne québécoise.

Cette histoire rappellera sans doute de très mauvais souvenirs à de nombreux citoyens de Kinnear's Mills et de la MRC de l'Érable qui se sont battus en vain contre la construction de parcs éoliens en milieu habité il y a quelques années, qui avaient toutefois reçu l'appui des élus locaux. Le Comité des citoyens de Kinnear's Mills a toujours soutenu que la population n'avait pas été consultée suffisamment et déplorait que les petites communautés sont généralement laissées à elles-mêmes devant ces projets qui, souvent, divisent la population.

Mais à Stanstead, heureusement, les choses semblent aller différemment, alors que même du côté de Derby Line des citoyens et des élus municipaux seraient également opposés au projet.

En outre, le Vermont Public Service Board, un organisme gouvernemental qui a le pouvoir de rejeter le projet, a accepté d'entendre la Ville de Stanstead.

Il est donc possible que le projet d'Encore Redevelopment ne voie pas le jour.

Toutefois, cette controverse démontre la nécessité d'une meilleure collaboration entre les élus des communautés situées de part et d'autre de la frontière, à l'avenir, et d'une forme de réciprocité dans l'application des normes pour des projets qui ont un impact transfrontalier.

Cette histoire vient aussi rappeler que le développement du secteur éolien a beau avoir la faveur des groupes environnementaux et d'une bonne partie de la population, puisqu'il offre une source d'énergie propre et renouvelable, les projets de parcs éoliens ont un impact majeur en milieu habité et sont souvent source de division.

LE RUBICRISE



hervephilippe@videotron.ca

Droits réservés

TRIBUNE LIBRE

Il faut retourner à la table de travail!

En convoquant les associations étudiantes et les leaders syndicaux à la messe basse de Québec, le gouvernement disait vouloir aménager un espace de dialogue. En même temps, le premier ministre Charest clamait son courage de ne pas changer d'idée sur la question des frais de scolarité.

Par la suite, les représentants des associations étudiantes étaient envoyés avec leur bâton de pèlerin prêcher la bonne nouvelle sur un chemin dont on les prévenait déjà triomphalement qu'il était un cul-de-sac. Les ministres et la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) les avertissant que leurs prétentions et leurs allégations risquaient de ne les mener nulle part étant donné que les universités jouissent déjà d'une gestion très serrée.

La « feuille de route » de Québec présageait d'un autre exercice même pas comptaible, mais purement arithmétique abouti à un épisode de négociation de bout de bras : vous réussissez, malgré nous, à démontrer une surdépense d'une « piasse » ici et on vous accorde une réduction de cinquante cennes là, vu que toutes les négociations, n'est-ce pas, impliquent un compromis.

On a beau avoir plus ou moins apprécié le ton, le vocabulaire ou la manière des associations étudiantes, quand on les convie à un espace de dialogue, il faut d'abord arrêter d'en remettre sur le passé, créer un climat d'ouverture et accepter la règle de l'examen de bonne foi.

Nous avons été témoins de l'inverse : le premier ministre en tête, suivi des ministres, de la CREPUQ et des recteurs, clament leur scepticisme et annoncent le cul-de-sac.

Les associations étudiantes nous ont

pourtant conviés, en refusant la hausse des frais de scolarité, à examiner au moins cinq questions sur lesquelles tout le monde s'entend : le financement des universités, l'importance de la qualité de la formation en particulier au premier cycle, l'équilibre entre la recherche et la formation, l'équilibre entre la recherche commanditée et la recherche subventionnée et le rôle de l'université dans notre société.

« On a beau avoir plus ou moins apprécié le ton, le vocabulaire ou la manière des associations étudiantes, quand on les convie à un espace de dialogue, il faut d'abord arrêter d'en remettre sur le passé (...) »

La réponse à ces questions a pris la forme de la feuille de route de Québec. Pas fort! Nos universités, nos étudiants, notre société méritent beaucoup mieux.

Nos jeunes étudiants et étudiantes nous poussent à faire ce que nous devons faire. Et à ce que nous savions déjà que nous devions faire. Nous leur avons répondu « non... à moins que vous fassiez la preuve du contraire ».

Il faut retourner à la table de travail, rétablir le contexte, définir les conditions d'un vrai dialogue, savoir de quoi on parle et avec qui.

Robert Poupart
Ex-recteur de l'Université Bishop's